

R/TP 122P

Mémoire

sur les

Colonies Agricoles Israélites

de la

Jewish Colonization Association

dans la

République Argentine.

Par le

Dr. Théophile Wechsler,

ancien médecin à Mauricio,
médecin municipal argentin à Sauce Corto,
(F. C. S. prov. de Buenos Aires).

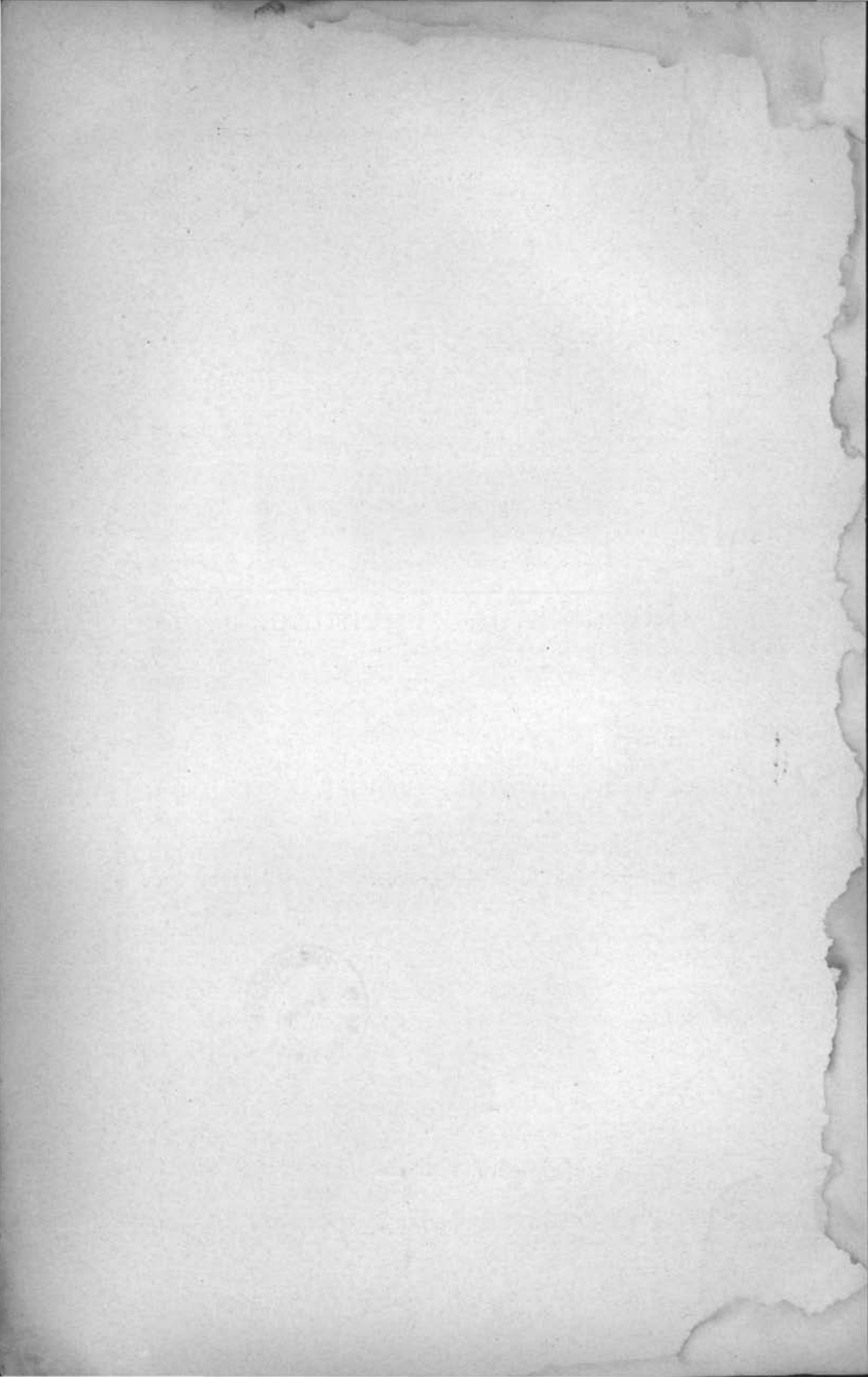
Bibliothèque Maison de l'Orient



129633



Imprimé en manuscrit.





Mémoire

sur

les Colonies Agricoles Israélites

de la J. C. A.

dans la République Argentine.

Il faut qu'une besogne, digne d'un meilleur sort, soit très-mal faite, et que les suites du bousillage soient bien graves, pour provoquer à la critique même ceux, qui d'un côté ne sont touchés nullement par la mauvaise marche de l'affaire en question et n'ont, d'autre côté, aucun bénéfice à attendre de sa réussite, tout en étant sûrs, en attendant, de ne voir comme résultat immédiat de leur intervention que la méfiance des uns et le ressentiment des autres. Ce sont pourtant des désagréments qu'une bonne conscience fait supporter aisément. Quand on ne part pas de motifs personnels, quand on agit de bonne foi et que l'on voit une entreprise de perspectives splendides s'écrouler à cause de bévues, qui auraient été bien évitables, on a le devoir de dire son opinion, coûte que coûte.

C'est même plus qu'un devoir, c'est un besoin qu'on éprouve de dire la vérité à ceux qui sciemment ou inconsciemment ont contribué à l'insuccès de ladite entreprise, et de donner un bon conseil à ceux, qui sont appelés à rattraper ce que les autres ont perdu. Ce besoin est tellement impérieux, qu'on est tenté de donner ses conseils tout en doutant fortement de leur bon accueil et de leur opportunité. Car ce serait mal connaître la nature humaine avec sa crainte instinctive de tout changement rapide et radical, que

de croire que l'on n'a qu'à mettre le doigt sur la plaie, pour que les personnes autorisées s'empressent à y porter remède. Ce serait mal connaître son histoire que d'ignorer la vénération aveugle que les hommes ont toujours eu pour l'état actuel des choses.

La résistance contre les réformes devient nécessairement plus forte si la conservation de cet état est intimement liée avec la position d'une personne, supposée compétente, qu'il faudrait écarter pour pouvoir introduire celles-là. Cette personne aurait-elle donné dans le cours de sa gestion les preuves les plus évidentes de son incompétence, les hommes, dirigés par elle, soutiendraient-ils avec la plus parfaite unanimité qu'elle est le seul obstacle sur leur marche, l'insuccès serait-il des plus complets, — n'importe, l'état actuel des choses est sacré, il ne faut pas y toucher! C'est convenu que la personne dirigeante est compétente, tout-de-même, puisqu'on l'a mise à cette place; — c'est convenu que les hommes dirigés par elle ont tort, puisque les inférieurs ne sont jamais contents; — et c'est aussi convenu qu'il faut chercher les causes de l'insuccès autre part que dans la prétendue incapacité du directeur: il faut les chercher plus loin, et plus que c'est loin, mieux ça vaut!

Ce sont des raisonnements qui ont mené à la ruine mainte entreprise et qui sont devenus — à force d'être répétés de temps immémorial — presque une loi psychologique. On aurait tort de s'étonner en voyant cette loi appliquée à l'entreprise de la J. C. A. N'avons nous pas eu ailleurs nombre d'exemples qu'on a laissé des peuples entiers pendant des générations dans la plus extrême misère, avant de se résoudre à la plus insignifiante réforme? N'a-t-on pas risqué l'existence de royaumes plutôt que de se débarrasser d'une seule malheureuse personne, qu'on croyait inséparable d'une certaine place? Presque toutes les catastrophes sociales, toutes les révolutions n'ont-elles pas été menacées et avisées bien longtemps avant d'éclater? Y a-t-il, d'autre côté, beaucoup d'exemples qu'on ait écouté la voix de ceux qui, quoique sans mandat, ont averti à temps les intéressés de ce qui va arriver? Y a-t-il beaucoup d'exemples que l'insouciance

humaine aurait permis d'agir selon cet avertissement pour éviter le débacle complet par une mesure énergique? — Non! — Les Cubains pouvaient-ils se débarasser de leurs vampires espagnols, les Crétois de leurs paschas par la simple preuve du tort qu'ils souffraient de la part de ces individus? — Non! — Or, pourquoi les Israélites russes seraient-ils les privilégiés d'attendre qu'on change sur leurs plaintes un système vicieux plutôt que de laisser s'embourber une entreprise d'une grandeur sans exemple dans l'histoire de la nation? Ce serait une chance extraordinaire, qu'ils devraient avoir, et ils ne sont pas connus juste pour veinards ces pauvres gens, il s'en faut de beaucoup!

L'entreprise de la J. C. A. en Argentine a été atteinte par le sort de tant d'autres grandes entreprises échouées par suite d'une erreur de calcul: on l'a crue trop facile, tandis qu'elle était même beaucoup plus difficile que toute autre colonisation. On a cru que l'immensité des capitaux, dont on disposait, devait forcément garantir le succès et suppléer à toute autre chose, dont une oeuvre de telles dimensions avait besoin, voire même à une direction capable, sans parler d'une foule d'autres détails, qu'on considérait comme des quantités négligeables. Ce n'est pas étonnant qu'on a eu la plus amère de désillusion, mais ce qui l'est en haut degré, c'est que beaucoup de personnes, intéressées de près ou de loin dans cette affaire, ne savent jusqu'à ce moment la vraie cause de l'insuccès; elles en ont des opinions fausses ou faussées et exclusives, parce que les rapports, par lesquels elles sont instruites, n'ont qu'une seule source: la direction de la J. C. A. C'est bien entendu alors que les fautes commises par cette même direction ne peuvent pas y être traitées avec l'impartialité désirable. L'objet principal de ces lignes est donc de faire entendre aussi la voix de l'„altera pars“. — Pendant mon séjour d'à peu près vingt mois à la Colonie Mauricio, où j'ai servi comme médecin, j'ai eu l'occasion de connaître à fond bien des choses importantes, que les directeurs ignoraient complètement, puisqu'ils ne vinrent aux colonies que très-rarement et pour une journée ou deux. Les gens de Mauricio étant les premiers colons de la J. C. A., qui fussent



venus en Argentine, cette colonie représente aussi, pour ainsi dire, les archives vivantes de toute l'entreprise, de sorte qu'en poursuivant d'étape en étape les péripéties bizarres de Mauricio jusqu'à l'actualité, nous aurons un coup d'oeil général sur le passé et le présent de la J. C. A. en Argentine. Je tiens juste à ne parler ici que de ladite colonie, quoique je connaisse aussi exactement les faits qui se sont passés dans les autres colonies de la J. C. A.; c'est parce que je tiens à ne parler que de choses et de faits, que j'ai vus de mes yeux. Je sais que ces lignes arriveront à la vue de plus d'un personnage de ceux qui croient tout savoir mieux que tout le monde, peut-être alors que ces grands théoriciens infailibles respecteront au moins la force et la véridicité d'impressions immédiates, sans oser désavouer des faits par vétilerie bureaucratique.

L'époque de mon service étant à partir de mars 1894 (première année de la direction Hirsch-Cazés) jusqu'à septembre 1895, ce mémoire s'occupera principalement des destinées de la colonisation israélite en Argentine pendant cet espace de temps-là. Mais il faudra remonter d'un côté aux commencements de l'entreprise, pour expliquer quelques faits, qui ne sont que des conséquences de fautes commises antérieurement. D'autre côté il sera aussi question des événements importants arrivés après mon départ de la colonie, que j'ai revue depuis plusieurs fois. On ne me dira pas que tout ce qui est traité dans ce mémoire appartient déjà au passé et n'a pour cela pas d'importance actuelle pour nous, car il ne s'agit que de deux choses, que je tiens à bien définir et préciser dès à présent, afin que le lecteur soit extractement orienté sur l'objet spécial de ces lignes, avant d'entrer en détails. Il n'y a du reste rien à cacher, tout peut se dire en bonne foi. Or, ces deux choses sont les suivantes: premièrement il s'agit de répondre à la question, que presque tout le monde s'est déjà posée relativement à la colonisation israélite en Argentine: „Pourquoi cette entreprise, favorisée par tant de choses, qui faisaient défaut à bien d'autres, surtout par l'énormité des moyens, n'a-t-elle donné qu'un résultat déplorable pendant les 7 années de son existence, tandis que nous voyons

en Argentine d'autres colonies, non juives, arrivées en moins de temps à une certaine aisance, sans avoir eu à leurs débuts ni la dixième part des ressources des colonies israélites?" Pour répondre à cette question, il faut nécessairement s'occuper du passé de la J. C. A., mais, tout-de-même, ce n'est pas à dire que cette question n'est pas actuelle. Car c'est évidemment de l'approfondissement des faits, qui ont causé l'insuccès, que dépend la décision qu'il faut prendre pour l'avenir. Les colons eux mêmes sont-ils, par leurs qualités inhérentes, la cause de l'insuccès, il faudra renoncer complètement à toute cette entreprise, toute désirable qu'elle soit, puisque nous ne sommes pas en état de changer la nature des gens à coloniser. Mais, si la faute n'est pas aux colons, et que l'obstacle est donné par des personnes, qu' on peut, sans aucun préjudice, remplacer par d'autres, il est bien important de le savoir, puisqu'il faut tâcher de réaliser sérieusement les intentions du fondateur de la J. C. A., dont l'objet est tout autre que d'entretenir un certain nombre de messieurs en bonnes places.

En second lieu ces lignes ont pour objet de caractériser le directoire actuel de la J. C. A., de soumettre sa gestion à une critique sévère, mais impartiale, et de discuter sa capacité de garantir à cette entreprise pour l'avenir un meilleur résultat que celui, qu'on a obtenu jusqu' à présent.

Pour ceux des lecteurs, qui ne sont guère au courant des affaires de la J. C. A., il ne sera pas inutile de savoir avant tout en quoi consiste ce mauvais résultat ou cet insuccès, obtenu jusqu'à présent. Vue l'importance de cette question particulière pour l' intérêt, que ces lecteurs doivent porter à ce mémoire, j'y répondrai sommairement ici-même, quoique les détails soient traités plus ou moins au large dans le cours de ce travail. L'entreprise de la J. C. A. est échouée d'abord en ce qu'elle a dû être réduite, dès le prime abord, à une échelle infiniment plus petite que celle, pour laquelle elle a été projetée. De plus elle a subi une série de pertes irréparables, matérielles et morales, grandes et petites. Les premières sont: quelques millions de francs gaspillés sans aucun profit, quelques vies humaines et existences ruinées de ces

mêmes pauvres gens qu'elle devait sauver, une somme énorme de force physique, de patience et de travail des mêmes perdue inutilement, un temps précieux de 7 ans, perdu sans avoir fait même un bon commencement. Les secondes sont: la conviction des Juifs russes que la J. C. A. ne fera jamais de bien à personne, sauf à ses propres employés, si elle continue de la façon, le découragement des colons, la courte honte devant l'opinion publique, qui est gaie d'attribuer le fiasco de cette malheureuse entreprise à la paresse des Juifs et à leur esprit mercantile. Mais la somme de tous ces préjugés, que le bousillage des directeurs a portés à la colonisation juive, n'est rien encore en comparaison avec le seul tort, qu'ils ont fait à tout le judaïsme russe par le fait que, maintenant, même beaucoup d'Israélites, qui par leur influence ou par leurs moyens pourraient contribuer à sauver ces victimes de la barbarie sémi-asiatique, sont convaincus que la fondation de colonies agricoles n'est pas le propre remède pour eux. Chez ceux qui connaissent bien la manière maladroite, de laquelle on a appliqué ce remède aux Juifs russes pour le rendre illusoire, ce jugement provoque les plus tristes sentiments, parce qu'il ressemble à celui qu'on trouve très souvent chez le bas peuple, quand il s'agit de condamner une méthode ou un remède, reconnu par la science médicale, par le seul fait qu'un charlatan l'a appliqué d'une manière si bête, que le malade en est mort. Ce n'est qu'en suivant une à une toutes les phases de la J. C. A. qu'on peut arriver à comprendre, les bêtises, qu'on été commises pendant cette colonisation, que les Argentins ont nommée à juste titre: la meilleure caricature de toutes les colonisations anciennes et modernes.

Dans le premier élan de zèle pour son idée feu le baron de Hirsch a cru qu'il lui sera une bagatelle de coloniser en Argentine un million de Juifs russes en 25 ans tout-au-plus. C'était au moins le bruit qu'il faisait courir par les reporters de quelques journaux, qui l'ont interviewé. Il est vrai qu'il n'est revenu que trop tôt de cette illusion naïve. On n'a pas tardé à voir que l'affaire n'est pas si facile que ça, et on apprit à être plus modeste: on voulut faire des colonies sur une échelle plus petite, comme tout le monde.

Cela devait réussir sans aucune difficulté, c'était si simple! L'argent y est, les hommes y sont, la terre à coloniser est la meilleure; pourquoi alors des colonies juives, de petites colonies, ne réussiraient-elles pas, comme tant d'autres? Cependant l'effet a prouvé qu'on a pris pour trop facile même cette petite tâche.

L'affaire ne marchait pas! les bénéfices réalisés étaient presque nuls, les colons étaient mécontents, et les millions disparaissaient sans perspective de rentrer. On dut se résoudre alors à une autre réduction de la grand'entreprise: on arrêta complètement le courant de la colonisation (c'était en 1895) et on se borna à bien mener les colonies déjà existantes et à faire le bonheur des colons tracassés et désespérés. En comparaison avec l'idée originale de la J. C. A., cette dernière étape, à laquelle elle était arrivée, était déjà identique à un fiasco, quand même cette besogne réduite et liliputienne aurait enfin réussi. Mais voilà encore une autre surprise! La J. C. A. n'est pas même à la hauteur de cette tâche mignonne. Un conseil administratif composé de barons, de grands financiers et d'orientalistes, une direction centrale parisienne conduite par un jurisconsulte et supportée par une douzaine d'employés subalternes, une direction générale à Buenos Aires conduite par deux pédagogues diplômés et supportée par deux douzaines d'employés subalternes, des administrations locales dans chaque colonie conduites par un troisième pédagogue diplômé, des employés subalternes en veut-tu en voilà, n'arrivent pas à organiser quelques malheureuses colonies avec une population totale d'à peu près 10,000 âmes de façon qu'elles puissent devenir indépendantes et rendre peu à peu ce qu'on a déboursé pour elles! Et dire que ces colonies étaient déjà là depuis cinq ans;*) et dire qu'il y a en Argentine des colonies, qui n'ont pas eu l'honneur d'être gouvernées par tant de savants et de grands personnages, et qui sont arrivées tout-de-même en moins de temps à un état florissant invidiable. Quel résultat pitoyable! Après tant d'efforts et d'essais de la part de professeurs, de colonels, de pédagogues diplômés et de que sais-je,

*) c. à. d. à l'époque de l'entrée en fonction du dernier directoire.

après un gaspillage de millions, il y a encore des centaines de colons qui demandent catégoriquement, voire même impétueusement d'être rapatriés,*) qui préfèrent alors la misère et la faim, qu'ils ont souffertes chez eux aux bienfaits que la J. C. A. faisait pleuvoir sur eux en Argentine, et qui—j'ose le dire—même en étant actuellement dans la plus grande gêne à Constantinople, ne regrettent pas beaucoup le bien-être que la sagesse pédagogique s'épuisait de leur créer pendant trois ans, sans y arriver.

Peut-on—avant d'entrer en détails — résumer en peu de paroles la vraie cause de cet insuccès brillant? — Oui, — rien de plus simple et de plus évident! Tout tient à une seule faute, qui est grande, il est vrai: On a voulu coloniser des Juifs russes en Argentine, sans connaître ni les Juifs russes, ni la colonisation, ni la République Argentine! Au moins il était rare qu'un directoire de la J. C. A. réunît toutes ces trois connaissances ensemble; l'actuel n'en a aucune! Faut-il prouver qu'elles sont pourtant indispensables pour un directeur d'une telle entreprise? Je crois que même ces messieurs susmentionnés, qui veulent tout mieux savoir, m'en dispenseront. Mais ce que je devrais prouver c'est l'assertion suivante: Je soutiens qu'il ne suffit pas d'être employé dans l'affaire de la J. C. A. en Argentine pour acquérir ces trois connaissances-là, sans avoir vu les Juifs russes chez eux et les colonies agricoles non-juives en Argentine assez longtemps. Voilà ce que je devrais appuyer d'un tas d'arguments pour le rendre plausible à certains finauds, qui ne reculeraient pas

*) Je me réfère ici à un incident arrivé le 28 Mai 1896, qui a fait beaucoup de bruit à Buenos Aires et causé un grand scandale. Une quarantaine de chefs de familles *des meilleurs colons* voulurent être renvoyés en Russie—pour sortir, comme ils disaient, de l'esclavage des pédagogues — avant le terme de trois ans, après lequel ils ne devaient plus y rentrer. Comme tout se fait avec une lenteur extraordinaire dans la J. C. A., l'affaire traînait, et les directeurs avaient toujours leur sourire aimable sur les lèvres, tandis les pauvres malheureux brûlaient d'impatience et d'angoisse de perdre leur ancienne patrie sans avoir une nouvelle. Tous les quarante hommes vinrent alors à Buenos Aires pour parler sérieusement aux directeurs. Ils s'échauffèrent trop fort et furent mis en prison pour violation du droit domestique. V. „La Prensa“ du 29 Mai 1896.

même devant la proposition de gouverner l'empire chinois, sans trop s'inquiéter de la nature du peuple et du pays à gouverner. Seulement ce serait trop long d'aller me perdre dans ces discussions, je recours pour cela au moyen plus expéditif de prier la part moins incrédule des lecteurs de croire cette assertion-là à un homme, qui connaît les Juifs russes à fond, qui a vu et les colonies juives et les non-juives en Argentine, et qui a existé sur son propre compte dans ce même pays, en étant toujours dans le contact le plus intime avec les gens du pays.

Abandonnons maintenant ces considérations d'ordre général et passons aux détails de l'état actuel*) et du passé des colonies de la J. C. A. *Je soutiens que celles-ci représentent — même en étant jugées avec la plus grande bonté — un résultat tout déplorable.* Je vais le prouver. Disons même que la désertion de tant de bons colons, le mécontentement général de ceux qui sont restés, l'aspect général d'une telle colonie, qui ne rappelle que la misère et l'indigence, quand on voit les colons mal nourris, faibles et flasques, vêtus de lambeaux sales, aux yeux hagards et tristes, disons que tout cela ne prouve rien. Admettons même pour un instant que tout va à merveille dans les colonies de la J. C. A.; allons en regarder une de près, n'importe quelle, soit Mauricio. Admettons que nous la trouvons dans un état florissant: les petites maisons des colons sont propres et bien entretenues, les champs entourés d'une haie à fil-de-fer, les animaux gras et sains, les outils du labourage en bon état, les colons forts, en bonne santé, gais et contents, bien mis etc. paient régulièrement leurs annuités, bref tout fait une impression bienfaisante. Voyons maintenant un peu ce que cette aisance de 1200 âmes (à peu près la population de Mauricio) coûte à la grosse caisse de la J. C. A.; et combien de temps il a fallu pour l'obtenir. Eh bien, elle ne fut obtenu qu'au bout de sept ans, pleins d'épreuves pour les colons, et elle a coûté la bagatelle de trois millions de francs, et

*) Cela ne doit être entendu qu'antérieurement à la date de mon départ d'Argentine, c. à. d. au mois d'août 1896, v. page 6.

elle coûte encore, en ce même moment que vous lisez ces lignes, la cinquième part d'une somme totale de plus de 300,000 francs par an en salaires d'une armée d'employés supérieurs et inférieurs, qui compose le lourd appareil de l'administration de la J. C. A. Car il faut savoir qu'à peu près cent employés à salaires princiers — en rapport avec l'état de chacun — s'efforcent à faire le bonheur de ces dix mille âmes environ, qui forment la totalité des Juifs russes colonisés par la J. C. A. en Argentine. Je compte naturellement parmi ces employés et ceux de Paris, et ceux de Buenos Aires, et ceux de Pétersbourg et ceux de chaque colonie, puisque tous n'ont que la même raison d'être, donnée par lesdites 10,000 âmes à rendre heureuses.

Retournons à nos 12,000 âmes de Mauricio pour voir quels chiffres épatants nous pouvons obtenir par quelques opérations simples. Nous avons dit qu'on a déjà dépensé pour ces 200 familles trois millions environ, cela fait 15,000 frs. par famille, dettes nettes, sans parler de ce qu'on n'a pas pu faire entrer dans les comptes des colons, parce que c'était simplement volé par les employés. Ajoutez-y encore les 300 frs. de frais d'administration par famille et par an, et dites si cela a de la raison commune de se payer le plaisir de colonies dans ces conditions-ci, quand on peut donner une existence ferme dans plus d'un métier à la même famille en Russie-même avec la cinquième part de la somme mentionnée.

On peut dire que c'est un essai, et que tous les essais sont chers. Mais, abstraction faite de ce qu'il y a une limite même pour les prix des essais, tant est prouvé que le résultat obtenu n'est en aucun rapport avec ce qu'il a coûté en sacrifices de temps, travail et argent, tandis que ce n'est pas du tout prouvé que les colonies à faire seront moins chères; tout au contraire nous verrons plus tard que le directoire actuel a les meilleurs perspectives de ne pas obtenir même autant avec plus de sacrifices.

C'était une supposition que les 15,000 frs. par famille n'ont pas été dépensés pour rien au moins, les 200 familles en ont eu un avantage, et il y a lieu à espérer que la J. C. A. rentrera un jour dans ses déboursés. C'est trop cher et n'a

pas de sens commun, mais c'est un caprice d'un homme riche, qui est peut-être satisfait de voir des Juifs russes heureux comme agriculteurs, même à ce haut prix. Mais voyons à présent la réalité. Nous sommes encore à Mauricio, c'est vers la fin de 1896. Presque toutes les 200 familles vivent encore sur la caisse de la J. C. A.; elles sont là depuis 7 ans, et n'ont pas encore fait d'économies, qui suffiraient pour les entretenir jusqu'à la prochaine récolte! La récolte de cette année-ci (1896) a été mauvaise, parce qu'ils n'avaient pas beaucoup de blé (nous verrons plus tard à qui la faute), et que le maïs était tellement bon marché, que l'agriculteur ne pouvait presque rentrer dans ses dépenses en le faisant récolter. Les colons ne savent d'où tirer le plus nécessaire pour entretenir leurs familles et doivent encore faire une dépense, énormément grande pour eux, pour acheter la semence du blé de la prochaine année. Supprimez la subvention, et vous en verrez qui mourrons de faim littéralement, car ils n'ont pas même un moulin à la colonie pour moudre leur maïs, afin de le manger. Et dire que ce seront peut-être juste des hommes qui ont travaillé jusqu' à présent comme des forçats, et qui ont passé par toutes sortes de traitement abominable dans la colonie et qui ont coûté une fortune à la J. C. A.! Je vous demande un peu si vous connaissez encore une autre société colonisatrice, ancienne ou moderne, qui ait trouvé le moyen de faire si peu avec tant d'argent. N'est ce pas un tour d'adresse?

Mais soyons justes! Aucune chose ne peut être jugée du point de vue absolu, il faut la comparer à d'autres de la même espèce. Voici pourquoi il faut que nous nous renseignions sur les résultats que des sociétés colonisatrices, autres que la J. C. A., ont obtenus en Argentine, pour savoir si celle-ci a vraiment le „record“ de la maladresse. Je prends un exemple qui m'a été offert par le hasard, c. à. d. que je ne vais pas chercher juste les meilleurs colonies pour les comparer à celles de la J. C. A. C'était après avoir fini mon service chez cette société, que j'acceptai un poste de médecin municipal dans la ville Sauce Corto, chef-lieu du département Coronel Suarez, au Sud de la province de Buenos Aires. Tout

près de cette ville sont situées trois colonies de Mennonites; ce sont des Souabes, émigrés d'Allemagne en Russie à cause de leur religion, et qui viennent à présent de Russie en Amérique, parce que l'époque de leurs privilèges touche à son terme. La société „La Curumalan“, qui possède de vastes terrains dans le département mentionné, en a colonisé quelques centaines de familles, il y a déjà neuf ans à peu près. En dehors de ces colonies mennonites, il y a encore, près de Sauce Corto, plusieurs autres d'agriculteurs italiens, hollandais, gallois, français (du Béarn) et autres. J'ai eu l'occasion de bien connaître ces colonies, puisque j'y avais ma clientèle. Je donnerai ici sommairement l'histoire d'un colon de la „Curumalan“, pris au hasard.

Le nommé Schwab, mennonite, est père de famille; il a une femme et quatre enfants, dont un seul garçon capable d'aider un peu au champ: c'est tout son avoir. La société lui donne une terre de 70 hectares, valeur 3500 \$ (pesos papier) six chevaux de travail à 20 \$ chacun . 120 „
 une charrue et quelques autres outils . 150 „
 un crédit dans l'almacen (grand magasin dans lequel on vend de tout) pour une année 600 „

tout montant à un total de 4370 \$,

soit 7000 frs à peu près (au type moyen de l'or en ces quelques ans dans lesquels cette colonisation a eu lieu), qui lui est avancé à condition qu'il commence à amortir capitaux et intérêts, dès qu'il aurait une récolte suffisante. Passe la première année et la récolte est nulle, car le froid l'a anéantie complètement. Le colou n'a rien à payer et doit recourir encore une fois au crédit de la société pour vivre jusqu'à la prochaine récolte. On lui accorde un autre crédit, sans le traiter de mendiant et de fainéant, car il n'a pas le malheur d'être poursuivi de préjugés. Il contracte une nouvelle dette de 600 \$ plus ou moins, car il veut vivre en homme et bien entretenir son physique afin de pouvoir travailler; aussi personne ne lui en veut point, on comprend qu'il n'est pas venu en Amérique pour tirer le diable par la queue. Vient la

seconde année. La récolte est encore une fois presque nulle, à cause d'une sécheresse extraordinaire. Le colon doit déjà à la société un total d'environ 8500 frcs. en capitaux et intérêts, n'ayant pour tout actif que la terre, augmentée un peu en valeur, il est vrai, par les labours, plus les outils, en échange usés. Les frais d'administration, seuls, ne pèsent pas sur lui autant que sur le colon juif; car la Curumalan, qui a près de cent lieues carrées de terre d'innombrables têtes de bétails, des colons etc. etc. trouve le moyen d'avoir une administration modèle avec moins d'employés et de moins salariés que chez la J. C. A. Tout-de-même notre colon Schwab a déjà une dette assez respectable et rien de gagné; on le croirait perdu. Loin de là! La bonne année ne tarde pas à venir après les deux mauvaises et nous le trouvons avec une récolte qui suffit pas seulement à combler son déficit, mais encore à lui fournir un capital assez fort pour voir sans souci dans l'avenir. Il ne mourra plus de faim, si la prochaine année vient mauvaise, et si elle vient bonne, il sera aisé, même bien aisé. J'en ai vu, moi, qui avaient une récolte de 4 à 5 milles pesos.

Voilà le cadre de la vie coloniale en Argentine, un exemple de parmi mille autres, dont l'existence peut être prouvée à l'évidence. Pourquoi alors le pauvre colon de la J. C. A. n'a-t-il pas eu cette chance pendant tous les 7 ans de son séjour aux champs de la Pampa? Pourquoi ce malheureux ne peut-il d'aucune façon sortir de la misère?

Je sais bien ce que la plus grande part des lecteurs est prête à répondre à cette question sans beaucoup réfléchir. C'est si naturel et cela a été dit tant de fois! C'est que le Juif russe ne sait ni ne veut travailler, c'est qu'il ne sera jamais laboureur, c'est qu'il ne se laisse pas gouverner et élever, étant né pour rester „schnorrer“ ou fripier; et puis des tirades sans fin sur ces „sales gens“ (expression qu'on entend très-souvent de la bouche des employés-mêmes de la J. C. A.). Ce sont des phrases qui sont devenues presque des axiomes à force d'être répétées, juste comme les prétendus défauts de race des Juifs en général. Ce qu'on dit des Russes a la même valeur: rien qu'une erreur répétée avec obstination,

un préjugé, qui n'a jamais été prouvé par ceux qui l'avancent et qu'on est agréablement surpris de voir démenti par les faits, pourvu qu'on ait l'occasion et qu'on se donne la peine de les observer. J'ai vu, moi, ces „schnorrers“, ces fripiers, ces fainéants etc. au travail et je me suis convaincu qu'ils valent mieux que leur réputation. Il est vrai qu'il y a parmi les Juifs russes des types qui méritent à juste titre ces qualificatifs-là; il est aussi vrai que chez eux ces types sont un peu plus nombreux que chez toute autre nationalité, on peut même convenir que le type „schnorrer“ est une particularité caractéristique à eux; mais de ces concessions, nécessaires et raisonnables, jusqu'à l'opinion que toute la classe pauvre des Juifs russes ne forme qu'un seul tas de vauriens, avec lesquels on ne peut rien faire, il y a une distance énorme, comme de la vérité à l'erreur. On n'a qu'à observer ces gens chez eux déjà, en Russie, pour voir que leur grande majorité est donnée au travail le plus dur. Il en est des maçons, des porte-faix, des camionneurs, des maréchaux-ferrants, des tanneurs, et ils travaillent aussi aux champs là, où ils peuvent le faire. S'il y a une chose qu'il faut avouer concernant les colons de la J. C. A., c'est qu'au prime abord ils ne savaient pas travailler comme les autres colons argentins, laboureurs depuis des générations; mais pour ce qui est la volonté, elle ne leur a jamais manqué, sauf de rares exceptions. Au contraire! Ils avaient même un grand enthousiasme pour cette entreprise, et c'était pour moi réellement émouvant à voir souvent un ancien petit marchand ou maître-d'école lutter avec des boeufs demi-sauvages pour les asujettir au joug, monter un cheval qui le renversait trente fois et marcher nu-pied derrière la charrue dans la gelée du grand matin. Actuellement tous les colons, même les plus maladroits, ont aussi déjà acquis les connaissances nécessaires à l'agriculteur en Argentine.

Pourquoi alors cet insuccès chez ces colons? Est ce qu'ils ont eu, eux par exception, une série non interrompue d'années mauvaises? — Non plus! — Je n'hésite pas à dire nettement que, selon mon opinion et celle de beaucoup d'autres personnes impartiales, qui ont observé longtemps et de près les colonies des Juifs russes, *la seule cause de l'insuccès est l'admi-*

nistration incapable de ces colonies; toutes les autres difficultés, inclus les petits défauts particuliers aux Juifs russes, les accidents etc. n'auraient pas empêché une bonne administration d'arriver au moins à un résultat médiocre. Je me hâterai bientôt à prouver l'incapacité de l'administration, après avoir démontré d'abord en quoi celle-ci a dû avoir une telle influence sur la marche des colonies israélites. Car ceux qui connaissent des colonies, surtout en Argentine, demanderont tout-de-suite: „Qu'importe que l'administration soit incapable? Les colonies peuvent prospérer tout-de-même, voire elles n'ont besoin d'aucune administration.“ C'est tout juste en parlant de colonies en général, mais cela ne peut s'appliquer d'aucune façon aux colonies juives. Voilà juste un des points principaux, dans lesquels celles-ci se distinguent considérablement de toutes les autres.

Supposez qu'il nous vient une centaine de familles de Piémontais, qu'il nous faut coloniser en Argentine. Quelles sont les conditions qu'elles doivent remplir pour avoir des chances à prospérer? — Une seule: les hommes doivent être aptes au travail. — En quoi consiste pour eux la tâche de l'administration? — Dans les travaux suivants: 1) à leur donner un contrat, qu'ils doivent signer avant d'entrer en n'importe quel rapport avec la société colonisatrice ou le colonisateur; 2) à leur donner ce qu'il faut pour travailler, inclus la terre suffisante en quantité et qualité et un crédit jusqu'à la première bonne récolte, et 3) à leur donner — la paix d'ailleurs, jusqu'au moment où ils pourrons commencer à payer leurs annuités. Voilà tout le rôle de l'administration dans une telle colonie. Celui-ci rempli, le colon est abandonné à lui-même et au bon Dieu. Connaissant bien son métier, sa terre, ses obligations envers le colonisateur, il n'a qu'à travailler. Le calcul de la rentabilité et de la solidité de toute l'entreprise est simple et sûr, tant qu'il ne concerne pas les accidents et les forces majeurs, et peut se faire d'avance. Notre Giovanni se met donc à travailler. L'année vient-elle bonne, tant mieux; mais il ne sera pas perdu, même si elle vient mauvaise, quand même son crédit serait épuisé. Il laisse sa famille dans sa terre et va chercher du travail dans les



environs, il gagne peu, mais c'est toujours assez pour joindre les deux bouts jusqu'à la nouvelle récolte; car il n'est pas sans avoir une cochonne, qui lui donne 2-3 portées par an, une vache, des légumes cultivés par sa femme; il ne dédaigne pas non plus les produits de la chasse, très-abondante dans la Pampa, parce que c'est un homme qui sait se pousser dans le monde tout seul. Quand la récolte approche, et qu'il a besoin d'argent pour les frais-mêmes de celle-ci, vient le marchand de blé, qui lui en avance; l'entrepreneur du battage vient lui offrir sa machine; il ne paie que peu de chose de sa poche, car le battage-même lui donne une bonne occasion à travailler et à gagner. Il s'arrange de manière à transporter lui-même son blé du champ à l'estation du chemin de fer, ou s'il lui faut payer pour cela, faute de voiture ou d'animaux, il trouve le moyen de gagner ce qu'il a dépensé ou même davantage, en s'occupant au chargement etc. des autres, puisque du temps de la récolte ce n'est pas le travail qui manque en Argentine, et il est payé excessivement cher. Bref, notre Giovanni est plein d'expédients pour entretenir sa vie dans ce pays riche et n'a pas besoin de regarder l'administration de sa colonie comme son unique ressource. Elle n'est pas la providence pour lui, il ne la voit que dans le moment qu'il vient payer ses annuités.

C'est tout autre chose dans une colonie israélite. *Ici tout, absolument tout, dépend d'une bonne administration!* L'organisation de la colonie doit être parfaite, avant que le colon y met son pied, et plus tard tout doit être bien longtemps géré avec habileté, connaissance profonde des hommes et des affaires, avec patience et même avec une certaine tendresse envers les colons, qui doivent avoir une confiance aveugle dans toutes ces qualités de l'administrateur. En un mot: jusqu'à l'époque où le colon aura appris à se tirer d'affaires lui seul, tout doit être arrangé de façon qu'il n'ait qu'à travailler en guise d'automate. Ces conditions manquant, une colonie israélite est fatalement condamnée d'avance à un dépérissement piteux. Pour se convaincre de cette vérité, on n'a qu'à considérer ce qui caractérise le colon israélite. Nous avons déjà fait la connaissance de deux types de colons en

Argentine, du russo-allemand Schwab et de l'italien Giovanni N. Nous avons vu comment ils savent arriver au bout eux-mêmes, et comment le colonisateur s'arrange d'arriver facilement au bout avec eux. Voyons maintenant un type de colon russo-israélite. Il s'appelle Scholem, est ferblantier de son métier, père d'une grande famille de tous petits enfants (car il s'est marié à l'âge de 18 ans, et sa femme est d'une fécondité prodigieuse) et n'a pas même deux chemises pour chacun d'eux. Il est fait au travail et aux privations dès son enfance, mais il n'a pas l'idée de ce qui est l'agriculture. Sa femme, chétive et vieillie avant son temps, fait bien de son mieux pour aider son mari à supporter la misère, mais elle ne sait pas même mettre couver une poule et bien moins planter et cultiver des légumes, ou traire une vache.

Nous voyons déjà, avant tout, que notre Scholem est placé de prime abord dans des conditions plus difficiles que Giovanni, par le fait qu'il n'est pas agriculteur d'origine, ni sa femme paysanne. C'est la J. C. A. qui doit le transformer de ferblantier en paysan. Cette tâche est facile à remplir, quand l'administrateur sait bien, lui-même, l'agriculture argentine et connaît exactement le caractère de son apprenti. Mais elle devient très difficile si déjà une seule de ces connaissances lui fait défaut.

Plus que nous approfondissons l'examen de notre colon, plus nous entrevoyons que tant les difficultés d'existence pour lui, que celles qu'il offre à son colonisateur se compliquent et se multiplient. Nous savons que Scholem est un individu que le bon Dieu a aimé à placer dans des conditions hygiéniques plus avantageuses que Giovanni ou Schwab: il ne doit pas manger n'importe-quoi, comme eux, il a besoin de viande kascher; la chasse et le cochon, cet animal si bon marché et si nutritif pour le paysan, n'existent pas pour lui. Il s'ensuit de cette circonstance particulière deux choses bien embarrassantes: premièrement, que Scholem n'est pas libre d'aller gagner quelque chose par son travail autre part que chez lui, comme nous avons vu faire Giovanni, quand sa propre récolte ne donnait pas assez ou rien; et secondement, que l'administration d'une colonie israélite, sans cela déjà assez sur-

chargée d'affaires, doit encore s'occuper à organiser un service complet pour fournir ses colons de la viande nécessaire à leur entretien. C'est évident, car on ne peut pas les abandonner à eux-mêmes, qu'ils continuent à vivre de pain et d'oignons, comme en Russie; d'abord parce qu'ils ne seraient pas capables d'un grand effort physique, et puis ce serait ridicule de laisser vivre des hommes de pain et de légumes dans un pays, où la viande est ce qu'il y a de meilleur marché.

Comme homme à coloniser, notre Scholem présente encore une quantité d'autres particularités, qui rendent sa transformation en paysan assez épineuse: ce sont ces petits défauts, que nous connaissons tous au Juif russe. Je ne parle pas de préjugés, que je suis le premier à combattre, mais de vrais petits défauts de caractère, qui, il est vrai, ne sont pas de nature à entraver toute l'entreprise colonisatrice avec lui, mais qui sont bien dérangeants quand on les connaît, et plus encore quand on ne les connaît pas.

Ajoutez à cela que l'administration d'une colonie israélite doit évidemment s'occuper aussi des écoles publiques, puisqu'on ne peut pas abandonner cette matière au gouvernement, comme dans toute autre colonie, à cause de la religion. Ajoutez qu'elle doit s'occuper même des établissements de bains (à cause de la grande importance du mikweh dans la vie de ces hommes) et du service sanitaire et d'un tas d'autres choses, que le colonisateur de Piémontais ne connaît ni de nom, et vous concevrez facilement que je n'ai pas exagéré en disant que l'administration n'a qu'une importance secondaire pour un paysan non-juif, tandis qu'elle est tout, la vraie providence, pour le colon juif. Si elle est bonne, tout ira bien, même en tenant compte d'accidents et de forces majeurs, si elle est mauvaise, tout doit se fondre, même avec des circonstances extérieures favorables.

Voyons maintenant ce qui était et ce qui est cette administration, si importante pour la réussite de l'affaire, dans les colonies de J. C. A. Quelle est l'organisation que les savants de toutes les facultés et les différents autres mortels, qui ont déjà collaboré à cette grande oeuvre, lui ont donnée? Suivons

l'ordre chronologique des choses pour avoir en même temps un coup d'oeil historique sur toute l'entreprise.

C'était peu de temps après les excès commis en plusieurs endroits de Russie contre les Israélites, quand la question de la colonisation de ceux-ci en Argentine fut mise devant les personnages d'importance de ce pays-là par le professeur Loewenthal (de Suisse), qui avait beaucoup de bonnes liaisons là-bas, à cause de son séjour dans le pays, qu'il étudiait du point de vue climatologique sur une invitation du gouvernement argentin. On ne connaissait guère les Israélites russes en Argentine, et ce qu'on en savait, n'était pas de nature à leur attirer beaucoup de sympathies. Il était à Buenos Aires et à Montevideo depuis quelques cinquante ans déjà une foule de maisons publiques, dont les patrons étaient des Juifs russes, polonais ou roumains, et dont les filles étaient presque exclusivement aussi juives, russes et polonaises. Cette circonstance unie à la grande ignorance de l'Argentin par rapport aux autres nations, et au fait que la langue espagnole est pleine de réminiscences de l'ancienne haine infernale que le moyen âge prodiguait au „judio“, faisait croire en Argentine que l'immigration russo-juive ne sera pas juste ce qu'on appelle une bonne acquisition pour le pays (on pensait qu'ils étaient tous des macs ! car même à présent le correspondant de cette parole en espagnol (alcabuete) s'emploie en Argentine des fois dans le même sens que judio). Cependant l'influence de quelques amis de M. Loewenthal a suffi de lui faire obtenir de bonnes conditions de la part du gouvernement, malgré le tapage de quelques journaux d'importance. On invoqua dans la chambre des députés la constitution libérale du pays d'un côté, et les souffrances des Israélites en Russie à cause de leur religion, de l'autre côté, et l'opposition fut vaincue à la longue. Ce n'est pas à dire, tout-de-même, que les préjugés du peuple argentin furent dissipés en même temps. C'était encore à faire, et voici comment : à soigner que les premiers transports de colons soient composés d'hommes choisis, de bonne qualité physique et morale, afin de produire une bonne impression dans un pays, où ils apparaissaient pour la première fois en masse. C'était au moins à quoi tout

homme de bon sens et ami de cette entreprise s'attendait, vu la grandeur et l'importance de celle-ci et les milliers non comptés des Israélites russes, parmi lesquelles on pouvait choisir et trouver les sujets qualifiés.

Eh bien, les amis de l'immigration russo-israélite en Argentine se virent bientôt désillusionnés. Devait-on attendre qu'une société colonisatrice, qui commence à travailler avec cinquante millions francs, en comptant avec trois ou quatre fois autant pour l'avenir, et qui se propose de transporter un peuple entier d'un pays à l'autre, aura un personnel exquis d'employés, une organisation parfaite et modèle et se présentera aux Argentins pour le début avec quelques milliers d'échantillons de colons sympathiques et promettants? Erreur! La J. C. A. se hâta à démontrer, tant aux Argentins, qu'au reste du monde, qu'on avait tort d'attendre de la part d'une société purement israélite une autre force que l'argent. Il arriva à Buenos Aires, avant même que la direction générale de la colonisation de là-bas eût le temps d'acheter le premier hectare de terre, un grand steamer chargé de quinze cents hommes dans un état impossible, maigres, malades, affaiblis, malpropres, en longues redingotes déguenillées, la figure comme les troglodytes avant l'époque de l'invention du peigne et des ciseaux, en un mot des types choisis à faire pitié, sans être tant-soit-peu intéressants ni sympathiques. C'étaient les colons du baron de Hirsch! Et ces types n'avaient pas l'idée de leur rapport réciproque à la J. C. A. Car on les avait pris au hasard, sans leur donner des conditions. Ils étaient prêts à tout et à rien, puisqu'ils croyaient aller au pays du cocagne. La nation argentine reçut ces nouveaux citoyens dans son Hôtel des Immigrants et dut même les y loger plus que tout le monde, car l'ordre était tel dans la colonisation israélite qu'on avait des colons avant d'avoir des terres, comme nous l'avons déjà dit. Figurez-vous une telle foule d'hommes sans aucune idée d'ordre et de discipline, exigeant une nourriture à part, malpropres et repoussants par leur extérieur, faisant toutes sortes de choses (entre autres les prières à haute voix et en taled et thephillin), que les Argentins croyaient être des folies ou des enchantements („brujerías“ comme ils disaient),

et vous comprendrez que le premier acte de la tragi-comédie de la colonisation israélite en Argentine n'était pas juste ce qu'on pouvait appeler un heureux début. Quant à sa capacité d'organiser et d'établir des colonies, les conseil de professeurs, de juris-consultes, d'orientalistes, etc., à Paris en a fait voir au monde tout-de-suite une épreuve éclatante déjà par le fait d'envoyer ces modèles de colons malgré les protestations de M. Loewenthal, qui répétait tous les jours, en cablogramme de 1000 francs et plus chacun, qu'il n'avait pas encore de place pour eux. Il avait la tête en quatre, quand ils arrivèrent. Que faire de tant d'hommes, qui ne tardèrent pas une seule journée après leur arrivée de se rendre insupportables dans l'Hôtel?

Heureusement qu'un estanciero argentin de ses amis lui vint en aide en lui offrant sa terre, située à huit heures de chemin de fer vers le sud de Buenos Aires, comme refuge provisoire pour ces malheureux. Ils y furent transportés et y restèrent plusieurs semaines, en donnant aux Gauchos le même spectacle affreux de désordre et de sauvagerie qu'aux employés de l'Hôtel.

En attendant, le directeur a eu le temps d'acheter une terre de dix lieues carrées, située à 7 heures de chemin de fer vers l'ouest de Buenos Aires dans le département Nueve de Julio; elle devint l'actuelle colonie „Mauricio“. Les colons furent rappelés de Mar del Plata, où ils campaient, et passèrent par la capitale pour se rendre à leur nouveau domicile. C'était une vraie transmigration des peuples à travers la Province de Buenos Aires, dans la conduite de laquelle les employés de la J. C. A. ont donné de telles preuves d'habileté, que l'observateur sagace ne pouvait plus douter un seul instant du fiasco inévitable de toute l'entreprise sous ces mains gauches et lourdes.

La colonisation israélite a commencé dûment avec le tohu-bohu, qu'on pourrait appeler obligatoire pour une entreprise israélite, mais enfin elle avait commencé. Les colons étaient à Mauricio, et il était temps que le désordre et l'état provisoire finisse pour faire place à une organisation raisonnable. Il n'y avait qu'à mesurer les champs, à donner à chaque colon son lot, ses animaux, outils de laborage, etc., et à le

faire travailler, car c'était juste la saison pour cela. Mais les employés de la J. C. A. ne se pressaient pas du tout : ils mirent six mois à mesurer cette terre, carrée et pleine comme la nappe des eaux ! Qui plus est, après cette lambinerie sans pareil, — la mesuration resulta fausse et dut être refaite ! Et il ne faut pas croire qu'on employait peu d'arpenteurs, ou qu'ils étaient mal payés. Ils étaient innombrables et se gorgeaient de salaires inouïes en Argentine. L'administration locale de la „colonie“ était confiée à deux aventuriers israélites et un Argentin pur sang, tous de francs filous et des hommes qui n'avaient pas la moindre idée du sérieux de leur tâche. Le „peuple“ restait, en attendant la fin de la fameuse mesuration, oisif et abandonné pour la plupart à lui-même, campé en tentes et baraques autour de l'édifice de l'administration. On immolait les vaches, qui étaient achetées avec la terre, pour les manger, on faisait quelques besognes inutiles, semblables à l'ouvrage de Pénélope, comme de petits bouts de chemin, faits et refaits, une boulangerie, qui a coûté plus de pesos qu'elle n'avait de briques, et ainsi de suite, des travaux qui n'avaient point d'autre objet que celui de remplir les poches des „administrateurs“ et de leurs amis. Les colons qui voulaient y être employés pour gagner quelques piastres et ne pas mourir d'ennui, devaient acheter cette „faveur“ par rapportage, mouchardise, flagornerie ou même par certaines complaisances de leurs femmes et leurs filles, si elles étaient belles. La démoralisation qui envahissait de cette façon peu à peu le „campement juif“ était sans exemple et avait déjà acquise une certaine célébrité dans les environs, de sorte que les Gauchos, qui voulaient passer quelques journées blanches, n'avaient qu'à se rendre „à los Rusos“ (chez les Russes). Ils y affluaient de trente lieues à la ronde. Ça valait bien la peine, car on y trouvait du pain (une délicatesse dans la Pampa), de l'eau-de-vie, de la viande à discrétion et le reste, qu'il me répugne même de mentionner. Tout était là pour la débauche et les vices les plus effrénés. Il y avait des „colons“ qui avaient établi dans leurs tentes de vraies petites guinguettes, dont les meilleures pratiques étaient les employés de la J. C. A. - même.

C'étaient ceux-ci qui dans toutes les choses donnaient les plus mauvais exemples et qui encourageaient bel et bien la conduite effrontée et indignante de la minorité de colons, surtout quant leurs favoris savaient les flatter et jaser au comptes des autres. Les gens honnêtes parmi les colons qui s'indignaient à voir les vols, les iniquités, les infamies et les bêtises, étalées sans pudeur sous le titre de colonisation israélite, furent brusqués et tyrannisés, et quand ils ne purent se contenir une fois à se laisser entraîner à voies de faits contre quelques employés subalternes, ils furent traités en séditeux et réduits à la résignation muette à coups de fusils, de couteaux et de cravaches. C'est une épisode digne d'être racontée plus au large. Elle est connue dans l'histoire de la colonisation juive en Argentine sous le nom de „la révolution“. Nous avons déjà dit que le directeur Loewenthal, qui pour lui-même était animé de meilleurs sentiments pour le bien des colons et de la colonisation, était malheureusement tombé sur un tas de brigands pour employés locaux, chacun pire que l'autre, c'était l'élite des aventuriers américains. Il y avait pourtant parmi les employés subalternes quelques gens de bien. C'étaient des colons-mêmes, qui jouissaient d'un certain prestige parmi leurs compatriotes et que l'administration a dû placer à son corps défendant par raisons de politique. O a espéré de les entraîner dans la corruption générale, mais ils étaient réfractaires et étaient naturellement la bête noire de leurs collègues. C'était à l'occasion d'un acte de violence, qu'on allait commettre sur un de ces employés pour lui arracher des registres très-génants pour l'administration, quand la rancune de tous les bons colons, amassée depuis longtemps contre cette dernière, se fit jour par une bonne rossée appliquée aux subalternes, chargés de cette violence-là, et par des interjections peu flattantes contre leurs supérieurs. Soit alors par esprit de crainte lâche, soit par esprit de vengeance de la même catégorie, les administrateurs crurent que c'était le moment de faire un exemple de leur force brutale pour intimider les pauvres exilés. Ils envoyèrent un télégramme au chef de police du département, leur compagnon de débauche, un type de militaire argentin, habitué à combattre les Indiens

X
sauvages, pour l'appeler avec toute sa force de gendarmerie afin d'étouffer ce qu'ils appelaient une révolte. En dehors de cela ils n'eurent pas honte d'alarmer tous leurs amis des champs voisins pour les faire venir avec leurs Gauchos, toujours prêts à faire briller leur courage de sauvages et leurs couteaux terribles. Les colons excités étaient déjà rentrés dans l'ordre depuis longtemps, quand cette horde demi-sauvage avec les gendarmes à la tête fondit sur eux comme une avalanche, les armes tendues et jettant des cris de guerre à l'indienne, les chevaux à bride abattue, renversant tout ce qu'ils rencontraient debout dans le campement. Ils ne trouvaient ni mutinerie, ni révolte, pas même la moindre résistance de la part des colons terrifiés et surpris, qui n'avaient pas d'armes ni en connaissaient l'usage. Cela n'empêchait pas qu'ils furent battus et même blessés sans jugement ni distinction. Il suffit qu'un des administrateurs indiquât du doigt n'importe quel colon, pour qu'il fût roué de coups. La terreur était telle, que plusieurs femmes enceintes en avortèrent et quelques-unes en perdirent l'esprit. Des témoins oculaires m'ont raconté que c'était pire que les émeutes, pour lesquelles ils avaient abandonné la Russie. C'était évident qu'ils étaient tombés de Charybde en Scylla. Après avoir infligé toutes sortes d'outrages aux colons, „les défenseurs de l'ordre“ se mirent à fêter la victoire avec les administrateurs. C'était une noce sans fin, dont les frais couraient sous la rubrique de „frais d'administration“ sur la caisse de la J. C. A.

Il ne sera pas sans intérêt pour le lecteur de connaître encore quelques autres actes, purement administratifs, de cet âge de fer de la colonisation israélite. J'en citerai quelques-uns, histoire de montrer quelle espèce de choses peuvent se passer dans une affaire si sérieuse, sans que les gens intéressés en aient le moindre soupçon. Je connais nombre de personnes dignes de foi parmi les habitants des environs de la Colonie Mauricio, qui sont encore là pour confirmer avec leurs dépositions les faits incroyables arrivés dans cet établissement agricole, que les voisins s'étaient déjà accoutumés à regarder comme qui dirait des enfants jouant à colonisation. On a vendu en plusieurs reprises à l'administration, dont la capa-

cité et l'honnêteté étaient connues au loin, un lot assez considérable de boeufs de travail à 120 pesos la paire. C'était pendant la journée. Dans la nuit le vendeur-même les a volés et les présenta encore une fois à l'administration comme un nouveau lot à vendre, et ils furent achetés et payés! Il est authentique, et cela se raconte par les voleurs-mêmes, que quelques animaux ont été vendus à la J. C. A. de cette façon jusqu'à trois fois. La renommée de cette parodie de colonisation se répandit vite dans le pays et les filous et voleurs de toute la région s'empressaient d'y fondre en masse pour faire leurs affaires, soit en compagnie avec les administrateurs ou autres employés de la colonie, soit sur leur propre compte et péril. Des machines agricoles et des animaux, payés le double et le triple de leur valeur réelle, ont trouvé tout-de-même leur chemin jusqu'aux coins les plus éloignés du département. J'ai connu des fermiers tout près de la colonie, qui n'avaient presque d'autre matériel de labourage que de la J. C. A. Quiconque avait ce qu'on appelle là-bas un „clavo“ (clou), une chose invendable et bonne à rien, était sûr de s'en débarrasser chez l'administration de Mauricio, s'il consentait à partager son profit avec l'employé, qui devait acheter l'objet en question ou en donner son avis d'expert. J'ai vu vendre dernièrement, quand l'administration actuelle commençait à liciter le bric-à-brac accumulé de cette manière dans les magasins de la colonie, un lot de poutres de lapacho (une espèce de bois très-cher), qui ont coûté cent pesos chacun, au prix de leur transport à l'estacion (soit six pesos la pièce)! L'ancien vendeur de ces poutres m'a raconté lui-même, en riant, que le placement de ce „clavo“ ne lui a coûté que quelques bouteilles de champagne et cent pesos pour l'ancien administrateur, et il avait encore fait un bénéfice de plusieurs cents au prix qu'il les a vendus. L'administration de la J. C. A. à Buenos Aires, elle aussi, se distinguait par une aptitude et habileté devenue célèbre dans le monde commercial de cette ville. Il court sur son compte des anecdotes uniques. Elle a fait venir d'Europe un lot de charrues, tellement impropres pour l'agriculture argentine, que personne ne voulait les acheter pas même au prix de la douane, quand

il était question de les revendre. Elle envoyait des cablo-grammes tellement longs et si couteux à Paris (où l'on s'inquiétait même de l'engagement d'un teneur de livres), que le baron pensa une fois sérieusement à mettre un cable trans-atlantique à ses propres frais.

Même à présent, après tant de licitations, on voit traîner dans la colonie Mauricio une foule de „clavos“ perpétuels, achetés par la première administration sans aucun autre objet que pour faire des profits illicites à l'occasion de l'achat. Des centaines de milles pesos ont été gaspillées de cette façon seulement, et il faut savoir que beaucoup d'autres centaines de milles ont disparu sans aucune reddition de compte. Environ cent mille pesos figurent dans les registres de la colonie M. comme dépensés en habits pour les colons (puisque les crédits se donnaient dans le commencement en nature). Il faut voir maintenant ces colons avec leurs sales chiffons, apportés de Russie ou de Hambourg au dégoût des Argentins, pour deviner par où sont passés ces sommes folles. Et les vols se commettaient avec une effronterie et une publicité, qui ne tardèrent à exercer leur influence sur la moralité et le caractère des colons. La plupart d'eux se crut enfin autorisé à faire autant et oublia complètement qu'on était venu en Argentine pour gagner son pain à la sueur de son front. Ils commencèrent à faire de petites affaires avec les fermiers des environs et les Gauchos, en leur vendant à prix ridicules des vivres, qu'ils avaient en abondance, et d'autres objets qu'ils dérobaient à la vigilance des inspecteurs des magasins, qui ne faisaient pas leur devoir non plus. Le mauvais exemple se gagne. Comment blâmer un pauvre diable de se laisser tenter par l'occasion invitante aux petites contraventions et délits, quand il voyait que ses supérieurs étaient capables d'abattre une vache, rien que pour en manger la langue, et jeter tout le reste aux chiens ou l'enterrer, et tout cela aux dépenses d'un homme généreux, qui se figurait à l'autre côté de l'océan atlantique que son argent s'emploie au bien des Juifs russes?

Il était enfin temps que cet état des choses, qui était devenu un vrai scandale publique, finisse. M. Loewenthal, qui

n'était décidément pas l'homme de la situation malgré sa bonne volonté, fut rappelé et remplacé par le colonel anglais Goldsmith, après un court interrègne d'un monsieur Roth de Buenos Aires. Ce qu'on se raconte de ce petit espace de temps, soit dit en passant, est encore plus affreux que de l'époque de Loewenthal, puisque du temps de Roth les vols se faisaient encore en plus grande échelle et commençaient déjà à une très-haute position hiérarchique.

Le colonel était sans contredit un homme énergique et honnête à toute épreuve. Il était aussi plein de zèle pour toute l'entreprise*), mais il n'était non plus „the right man on the right place“, puisqu'il manquait juste des connaissances essentielles pour cette place, mentionnées plus haut (v. page 10). Il a eu tout-de-même de grands mérites pour la colonisation israélite par plusieurs actes de haute importance. Avant tout il mit fin aux orgies de vices et au désordre, qui étaient déjà devenu la condition normale du service chez la J. C. A. Il fit table rase de tous ces brigands, qui s'étaient faufileés auprès du directeur précédent, et établit un régime sévère de soldat, qu'il était. Ses hommes étaient sérieux, capables et honnêtes, il est vrai, mais ils avaient le tort d'être très-peu judéophiles (c'étaient presque tous des chrétiens, Anglais et Allemands) et de ne pas faire un secret de leur aversion contre les colons. Ils étaient aussi démesurément nombreux et touchaient des salaires énormes, de sorte que les frais d'administration étaient en dehors de toute proportion avec l'étendue de l'entreprise à cette époque-là. Quant au traitement de colons il n'avait pas beaucoup amélioré, car il était trop brusque et dur et plein d'iniquités pour la plupart d'eux, comme le colonel n'admettait pas de plainte contre les dispositions de ses employés et ne comprenait pas un mot de la langue des colons.

Cependant, avec ou sans iniquités, l'énergique administration du colonel parvint enfin à faire „lever le camp“. Les colons se rendirent à leurs lots de terre respectifs et commencèrent enfin à travailler, quoique ce ne fussent que des essais timides de dix à quinze hectares de labours. Pour

*) C'est connu qu'il est, même à présent, un Sioniste passionné.

l'Amérique ce n'était rien, et la première année de vrai travail agricole à la colonie (la seconde pour la colonisation) se passa ainsi sans résultat matériel appréciable. Tout de même c'était un grand succès d'avoir converti cette bande oisive et démoralisé en hommes qui maniaient la charrue, quand même d'une façon maladroite. Puis on a continué à coloniser d'autres colons en Entre-Rios sur les terres achetées par M. Roth.

Ainsi l'entreprise commençait à sortir peu à peu du chaos et de la confusion originaire et à s'acheminer vers un système fixe et régulier. Mais l'organisation n'était pas encore achevée. Cela ne pouvait pas continuer de cette façon non plus. Le mécontentement des colons était général, puisque tout se faisait d'une manière despotique et sans entente pacifique avec eux. Tel colon n'était pas content de son lot de terre, tel autre de ses animaux, un troisième de ses voisins de groupe (puisque à Mauricio ils furent établis en groupes de quatre à dix familles). Il est vrai qu'il y avait parmi les colons un tas de fainéants et de tapageurs, qui démoralisaient les autres, mais il a aussi été prouvé à l'évidence que maint colon laborieux et honnête n'a pu, malgré tous ses efforts, sortir de la gêne pour avoir obtenu de prime abord soit une terre qui ne servait pas, soit située tellement mal que les animaux du groupe pouvaient y entrer facilement et achever sa récolte, ou parce que ses boeufs ou ses outils ne valaient rien, et ainsi de suite. Dans ces circonstances il ne pouvait naturellement être question de faire cesser les subventions, puisque les colons n'avaient encore rien gagné par leur travail et ils criaient aussi à tous les vents par les journaux russo-israélites qu'ils sont mal menés et qu'ils ne savaient pas à quoi cette colonisation aboutirait. Ils exigeaient une nouvelle organisation et des contrats, afin de savoir exactement sous quelles conditions ils étaient là. A Paris aussi on commença à s'inquiéter. La colonie Mauricio seule coûtait une fortune: l'administration locale avec son armée d'employés était un gouffre et les subventions aux colons, qu'on avait commencé à donner en argent, continuaient toujours au grand détriment pas seulement de la caisse de la J. C. A., mais aussi de la moralité même des bons éléments

parmi les receveurs de ces subsides mensuels, qu'ils appelaient „Stitz“. Peu-à-peu ils s'étaient accoutumés à considérer ce Stitz comme leur véritable condition vitale, c. à. d. que le schnorrisme allait devenir l'état normal dans cette colonisation. Et avec tout cela on n'entendait que des plaintes de la part des colons et tout le monde était désillusionné.

Enfin on envoya de Paris une commission composée de MM. Cogan, Korkus et Berkenheim chargée de se transporter sur les lieux, de faire une enquête détaillée et de donner un rapport. Ces messieurs restèrent plusieurs mois dans les colonies, firent leur rapport et reçurent de la part du Conseil Administratif l'autorisation de réorganiser tout le service local. Le colonel se retira, convaincu lui-même qu'il ne pouvait pas faire grand'chose avec les Juifs russes. M. Korkus aussi sortit de la commission mentionnée et il ne restèrent que MM. Cogan et Berkenheim. Ils étaient Israélites russes eux-mêmes, le premier ingénieur, qui avait dirigé dans sa patrie avec succès beaucoup de grandes entreprises, l'autre agrégé de l'université de Moscou. Leur plus grand avantage était, qu'ils connaissaient leur monde à fond. Ils reconnurent tout-de-suite qu'il faut commencer la réorganisation pas seulement par une grande réduction du personnel administratif, mais aussi par un grand „nettoyage“ parmi les colons-mêmes, puisque les mauvais sujets d'entre eux, comme les tapageurs, les paresseux, les crapules, les schnorrers incorrigibles et les décrépits et maladifs encombraient les colonies et étaient devenus une vraie calamité pour toute l'entreprise, parce qu'ils abîmaient les autres. C'est pourquoi MM. Cogan et Berkenheim prirent l'affaire à ce point-ci d'abord. Ils renvoyèrent des colonies, non sans beaucoup d'ennuis, tout ce rebut-là et essayèrent d'arriver peu-à-peu à une organisation définitive avec le reste des colons. M. Berkenheim rentra en Russie, après avoir rempli la première tâche, et M. Cogan resta enfin seul comme directeur provisoire de toutes les colonies, recommandé par le colonel-même, qui avait l'occasion de se convaincre de sa capacité.

Il se mit à travailler avec une énergie et un zèle incomparable, rempli d'un amour sans fin pour ses malheureux com-

Vod.?



patriotes et d'une confiance absolue dans la réussite de cette oeuvre grandiose. Les bons éléments parmi les colons lui priront grand' affection et confiance et commencèrent à le secourir par leur bon exemple et par leur influence. M. Cogan se convainquit qu'il faut remplacer peu-à-peu les employés de l'administration par des Israélites russes, et en parti aussi par des colons mêmes. C'était une mesure nécessaire et très-pratique, qui commença aussi tout-de-suite à donner les meilleurs résultats.

Tout était entré enfin dans un certain ordre et l'affaire commençait à marcher, quand le baron a cru convenable, sur le conseil de certaines personnes mal informées, de nommer le directeur de la Maison de Refuge du Plessi-Piquet, M. Samuel Hirsch, et le directeur des écoles israélites de Tunisie, M. David Cazès, codirecteurs de la J. C. A. à Buenos Aires, et un tel M. D. Hayem de Constantinople, maître d'école à la colonie Mauricio du temps du colonel déjà, un jeune homme très-antipathique aux colons, organisateur des colonies sur place. Tous ces trois messieurs avaient cela de commun, qu'ils n'avaient jamais conduit de grandes affaires pratiques, sauf des écoles, et qu'ils ne connaissaient ni le caractère ni la langue des colons. Ils manquaient aussi de ces connaissances positives, que M. Cogan avait déjà acquises pendant son activité très-intensive dans l'administration locale des colonies. Ce dernier sut par conséquence bientôt qu'il ne pourra jamais travailler en accord avec eux, déjà par suite d'une aversion personnelle, qui ne tarda pas à s'établir peu après leur arrivée entre ses collègues et lui. Car ces messieurs, qui ne connaissaient pas plus les Israélites russes, que les habitants de la lune, n'en avaient pas moins une très-mauvaise opinion, qu'ils ne savaient pas bien cacher et qu'ils généralisaient d'une manière idiote, de sorte que leur codirecteur n'en était point exclus. M. Cogan se rendit donc à Paris pour parler au baron. Les négociations n'eurent pourtant pas de résultat, car ce Russe, qui avait un caractère très-indépendant et très tranchant, n'était pas le favori de l'entourage du baron. Quand il déclara enfin de ne pouvoir d'aucune façon travailler ensemble avec les professeurs, il fut décidé de le remercier et de chercher un

autre directeur russe, pour compléter le directoire de Buenos-Aires.

Un autre grand ingénieur et homme très-capable, M. Weisblatt, fut recommandé de Petersbourg pour cette place. Il fit d'abord le voyage à la République Argentine pour se rendre compte de l'état des choses. Son entrevue avec MM. Hirsch et Cazès et l'impression qu'il reçut, en voyant l'administration locale de M. Hayem à Mauricio, suffirent pour lui donner la pleine conviction que la J. C. A., cette oeuvre magnifique d'un coeur généreux rempli d'un amour sans bornes pour le bien de sa nation, est devenu le butin d'une clique de chasseurs de places, qui ne feront qu'embourber la voiture et tuer les chevaux. Il ne put non plus se résoudre à travailler en cette compagnie-là, qui le reçut avec l'aversion particulière à l'homme incapable, quand il croit avoir trouvé son critique impitoyable. M. Weisblatt partit, et lesdits messieurs restèrent ainsi seuls directeurs généraux de la J. C. A. jusqu'aux temps actuels (c'est à partir de 1894). Ils ont tenu exactement ce que tout homme de jugement compétent s'est promis d'eux : ils ont enterré l'entreprise en Argentine moralement et matériellement.

Ce n'est pas pourtant parce qu'ils sont pires que la plupart de leurs prédécesseurs, mais par le fait que leur directoire est tombé juste dans une époque de la colonisation juive, qui exigeait impérieusement une gestion dix fois plus capable, que ces bons pédagogues ne pouvaient lui donner, malgré toute leur honnêteté et bonne volonté. Figurez-vous un malade à l'époque de la crise, confié aux soins d'un empirique, c'était la situation des colonies de la J. C. A. Elles avaient déjà duré — en partie au moins — près de quatre ans, sans donner aucun résultat. Car l'organisation projetée par M. Cogan était à peine commencée. Les colons ne savaient pas encore à quoi s'en tenir : la terre, qu'ils cultivaient, était-elle à eux, ou devaient-ils la changer pour une autre ; pourraient-ils jamais vivre du travail de leurs mains ; les conditions du contrat, qu'ils attendaient avec tant d'impatience, seront-elles favorables pour eux ; les nouveaux directeurs sont-ils à la hauteur de leur tâche pour donner enfin aux colonies une organisation

!!!
Expérience
à Cogan

parfaite et définitive; toutes des questions assez importantes, pour inquiéter des hommes, tellement éprouvés par les misères, et leur enlever le courage et la patience.

Si, d'un côté, les circonstances rendaient ainsi la nécessité d'une bonne administration très-urgente, d'autre côté elles ne laissaient pas d'être plus favorables pour obtenir un bon succès qu'avant cette époque-là. Le plus dur de la besogne dans cette colonisation particulière était déjà fait : les colons avaient déjà appris à manier la charrue et les animaux demi-sauvages; ils s'étaient faits à la vie rurale et au climat; ils étaient nettoyés de presque tous les mauvais éléments d'entre eux-mêmes; ils étaient déjà assez initiés dans leur métier et dans les conditions de la vie du paysan en Argentine, pour savoir exactement ce qu'ils voulaient de la part de leurs colonisateurs et ce qu'on pouvait exiger d'eux. Il est donc évident qu'une bonne organisation définitive des colonies, basée sur une entente sérieuse et sur une confiance mutuelle entre les colons et la direction, aurait décidé alors du sort de toute l'entreprise de la J. C. A. pour peu que la récolte de l'année fût au moins pas tout-à-fait mauvaise. C'aurait été prouvé qu'on peut coloniser des Juifs russes en Argentine; on aurait continué à faire venir de nouveaux colons, qu'on aurait pu installer avec l'argent que les anciens colons auraient en attendant commencé à payer, et tout aurait marché son petit train, quoique pas en bottes à sept lieues, comme l'avait pensé feu le baron.

Exactement les mêmes raisons et les mêmes causes, favorables à une bonne tournure de l'affaire, devaient en amener la décadence, si la nouvelle direction s'y prenait gauchement et ne savait pas en imposer aux colons par sa capacité et de la bienveillance paternelle, pour ainsi dire, choses nécessaires pour s'attirer leur confiance absolue. Malheureusement elle n'avait ni l'une ni l'autre, et sa gestion fut telle que la plupart des colons se pénétrait peu à peu de la conviction d'avoir affaire à des messieurs pas seulement maladroits, mais aussi mal intentionnés par rapport à eux. C'est paradoxal et incroyable, mais aussi la direction a-t-elle tout fait pour parvenir à ce comble. Voici de quelle façon :

Jusqu'alors les colons étaient accoutumés à voir les directeurs de la J. C. A., sinon tous également capables, mais décidément pleins d'intérêt et d'amour pour eux et d'une activité pratique, digne de toute éloge. Ça changea complètement et d'un coup avec l'entrée des professeurs. Ces messieurs restaient constamment à Buenos Aires, occupés à écrire et à signer et à corriger des lettres et de longs cablogrammes à Paris, à paperasser sans cesse, à lire les longs rapports des administrateurs locaux etc.; on ne les voyait dans la fraîche atmosphère des champs qu'à de rares intervals et pour un ou deux jours seulement. Là bas c'était le professeur inférieur qui tenait la queue de la poêle. C'était M. Hayem qui se mit à réorganiser les colonies à sa guise.

Il commença par la colonie Mauricio. Il s'agissait avant tout de faire la compte de chaque colon, pour voir ce que la Société avait déboursé pour lui. Cela devait servir de base à la rédaction du contrat, tant de fois réclamé et si impatientement attendu par les colons. En dehors des comptes il y avait encore de grands changements à faire dans la répartition des terres, pour réparer beaucoup de torts du temps des administrateurs anglais. Cela aussi devait être réglé, avant qu'on pût présenter le contrat au colon. Puis il y avait à faire un arrangement pour l'usage des machines du battage, qui appartenait à la Société, et des moissonneuses, que plusieurs colons devaient employer l'un après l'autre. Il y avait encore les affaires communales, déjà mentionnées dans ce mémoire, qui étaient sans dessus dessous. Il y avait — last not least — la question de la subvention; car le mot d'ordre de la nouvelle direction étant „De l'économie à tout prix!“ il fallait voir si on ne pouvait supprimer la subvention ou la réduire au moins pour ceux, qui n'étaient pas sans ressources. Somme toute, il y avait une grande quantité de choses à régler, qui n'étaient pas du tout indignes de la présence d'un professeur supérieur, ce que les colons exigèrent mainte fois en vain. Les pauvres gens, ils étaient assez naïfs de croire, qu'ils pouvaient aussi exiger quelque chose et que leur opinion valait aussi tant soit peu dans l'arrangement de toutes les affaires, qui viennent d'être énumérées!

Ils furent bientôt désabusés. Ils avaient choisi d'entre eux une représentation composée de cinq membres, hommes de confiance, qui étaient autorisés par la grande majorité pour toutes les transactions avec la direction. Mais celle-ci refusa net de les reconnaître et de négocier avec eux les affaires d'ordre général et d'intérêt commun des colons. On ne les admit que comme une espèce de tribunal arbitre pour certains petits différends, qui abondaient entre les colons et l'administration durant l'établissement des comptes. Après cette époque-là l'administration ne songeait qu'à la solution de cette corporation et à la destruction de son influence parmi les colons. La direction continuait à ignorer leurs droits représentatifs et à refuser aux colons, pris comme totalité, le droit de traiter avec la direction, et cela par principe: puisqu'ils recevaient tout à crédit, ou — comme beaucoup d'employés subalternes ne manquaient de leur dire rondement à chaque occasion — comme des mendiants. On leur fit comprendre qu'ils devaient considérer le pédagogue local, devenu par miracle d'un coup grand génie colonisateur, comme juge de première et dernière instance pour toutes les questions particulières de la colonie. De fait aussi son arrêt était toujours sans appel, puisque les réclamations, fussent-elles de particuliers ou de tous les colons ensemble, n'aboutissaient jamais à aucun résultat. Car les directeurs, qui ne pouvaient s'entendre avec les colons que difficilement, à cause du langage de ces derniers, et qui n'avaient que des idées très-obscurcs sur les affaires dans les colonies, puisqu'ils ne bougeaient presque pas de Buenos Aires, ne faisaient que renvoyer les réclamants aussitôt que possible avec la promesse de rechercher leurs plaintes. Or, cette recherche ne consistant que dans la demande d'un rapport de l'administrateur, il va de soi que l'affaire du colon ou des colons, qui se croyaient préjudiciés, devait forcément rester la même. C'est ce qui est aussi arrivé dans la plus grande majorité des cas.

En général la circonstance d'avoir affaire à un directoire, qui ne connaissait ni leur métier, ni leur caractère, ni leur langage, ni leurs besoins, pesait comme un nuage sombre sur l'esprit des colons et leur enleva tout le courage et l'espoir

faible d'un avenir souriant. Cependant le besoin d'avoir au moins de temps à autre et dans les questions de grande importance le droit de recourir à une instance supérieure se faisait tellement sentir, que la représentation des colons osa présenter cette demande au Conseil d'Administration à Paris. Ils reçurent une lettre signée de feu le baron, dans laquelle on leur accorda ce droit d'une main en le retirant de l'autre. Puisque tout en leur disant qu'on acceptera d'eux cette sorte de plaintes, on leur assura que les directeurs jouissaient de la pleine confiance du Conseil et qu'ils étaient les vrais hommes de la situation, tant par leur capacité que par leur amour prouvé aux Juifs (sousentendu: russes). Jugez de l'impression qu'une telle réponse devait faire sur des hommes, qui croyaient voir tous les jours tant de preuves du contraire! Ils se voyaient abandonnés de tous les côtés et livrés à la merci d'un seul homme qui ne savait pas son affaire, qui les détestait et qui était détesté par eux. Les questions, dans lesquelles ils ne pouvaient pas s'entendre avec lui, se multipliaient de jour en jour et les voyages des députations de colons à la capitale ne finissaient pas, en causant à ces pauvres des dépenses considérables. Et il n'y avait pas moyen de porter plainte par écrit ou par l'intermède de la représentation, car le russe ou le jargon judéo-allemand n'était pas admis, l'hébreu n'est pas une langue d'affaires, et le dernier expédient (la médiation de la commission des colons), qui était le plus pratique pour arranger toutes les difficultés et que toute autre direction aurait accepté avec plaisir, fut récusé „à limine“ conséquemment, parce que le pédagogue local n'aimait pas le président de cette représentation, homme de caractère et indépendant. Ainsi le mécontentement et le malaise allaient „crescendo“, et les colons commencèrent à regretter les temps des Anglais et des Allemands, qui étaient durs et quelquefois injustes, il est vrai, mais d'autre côté très-capables et assez discrets pour ne pas décourager leur monde en le traitant de bon à rien et d'après le principe „à cheval donné on ne regarde pas à la bouche“. C'est ce système-ci qui devint usuel avec l'apparition des pédagogues français et qu'on faisait voir aux colons tant par paroles que



par actions. Je sais que je manquerai pas de lecteurs, qui me réponderont à ce passage: „Mais voilà juste le vrai point de vue! De quelle autre façon voulez-vous qu'on considère une relation comme celle de la J. C. A. à ses colons?“ Chers messieurs, je vous reconnais, vous êtes les mêmes, qui voulez tout mieux savoir, qui connaissez aussi les Juifs russes mieux que ceux qui les ont faits, et si je n'étais pas sûr, que vous savez aussi mieux que moi ce qui est un colon en Amérique, j'oserais vous donner le conseil d'user votre grand intérêt pour les Juifs mentionnés en donnant des aumônes à tous les „schnorrers“ d'entre eux, qui se présenteront chez vous, mais de ne jamais essayer faire des colonies agricoles avec les autres éléments, si vous croyez qu'il y en a. Ce n'est pas à vous que je puis espérer de persuader le fait qu'en Argentine tout homme, qui veut travailler, est le bien-venu de tout colonisateur, qui lui donne tout ce dont il a besoin jusqu'à la première bonne récolte, sans le traiter de mendiant. Maintenant si par suite de circonstances, qu'il est inutile de répéter, le colon israélite rencontre plus de difficultés de se pousser dans le monde, nous savons tous que ce n'est pas sa faute, et ce n'est donc pas aux employés de la J. C. A. de lui en faire une reproche. Ce sont ces employés, tant supérieurs qu'inférieurs, qui n'ont jamais connu à fond le vrai caractère du Juif russe, ni se sont donné la peine de le connaître, ce sont ces messieurs, qui peuvent réclamer le mérite d'avoir poussé même les colons les plus sérieux de la J. C. A. à la conviction qu'ils n'ont rien à espérer de la colonisation et qu'ils doivent tâcher de faire quelques piastres et de se sauver. A eux aussi l'autre mérite d'avoir poussé feu le baron à la conviction qu'il a affaire à un tas de schnorrers et d'ingrats, ce qui lui ôta tout l'enthousiasme qu'il avait originairement pour son entreprise généreuse et magnifique. Qui sait combien ces opinions erronées, qui devaient forcément se convertir pour lui dans les expériences les plus cruelles, ont contribué à rendre ce coeur noble malade et fragile à point qu'il a suffi d'un accident pour le faire cesser de battre, hélas, pour toujours. Si cette supposition était vraie, qui pourrait le regretter plus que ceux, qui ont vu — comme moi — que les colons

ne sont ni schnorrers ni ingrats et que l'unique source de tous les maux, qu'ils ont causé à l'entreprise du grand philanthrope, est la circonstance qu'on les a confié à des employés, qui ne savent pas les manier? Ils ont aussi peu de faute qu'un cheval, qui devient capricieux par un mauvais cavalier.

Retournons pourtant à la colonie Mauricio, pour voir ce qu'elle devint après l'organisation rafraîchissante de M. Hayem. Après ce que les affaires importantes, que nous avons nommées plus haut, y furent arrangées par lui de la manière la plus autocratique et la plus maladroite (la preuve en est que tout a dû être refait par M. Lapine, comme nous verrons plus bas), il partit pour porter les mêmes bienfaits aux colons d'Entre-Rios en abandonnant son poste à un ancien teneur de livre de la colonie, Russe, il est vrai, mais un homme qui ne savait absolument rien des choses de cette vie exceptée la comptabilité. Il n'a jamais rêvé qu'il sera appelé une fois à administrer une colonie agricole de 200 familles; il savait à peine distinguer l'avoine du froment! Et dire que la colonie n'était pas du tout encore organisée de manière, que les colons auraient pu être abandonnés à eux-mêmes déjà. Les contrats n'y étaient pas encore, et beaucoup de colons n'auraient pas pu les accepter alors, les aurait-on présentés à signer, parce qu'ils n'étaient, ni ne pouvaient être contents de leur terre. C'est que cette affaire principale et essentielle pour un paysan n'était arrangée que suivant l'avis arbitraire et ignorant du pédagogue, de sorte que les colons n'en étaient pas plus avancés qu'avant cette réorganisation magistrale. La mauvaise répartition des terres eut encore d'autres conséquences désagréables, à cause du voisinage dans les groupes, ce qui fit naître une foule de conflits journaliers parmi les colons. La représentation, qui était le meilleur tribunal et le plus capable pour régler ces affaires, étant toujours combattue et même persécutée par l'administration, finit par perdre sa patience et se dissolut. C'est alors que les autorités du pays, le commissaire de police et le maire de l'arrondissement, commencèrent à se mêler de ces affaires de la colonie, ce qui amena une série de scandales abominables. La dissolution de la représentation des colons eut encore pour suite l'abandon

complet des intérêts communaux, qui n'étaient non plus arrangés définitivement et de manière à contenter les colons par M. Hayem. Il y avait parmi ces intérêts la question de l'almacen, des boucheries, des écoles, des entrées communales, des veuves et orphelins etc. etc. Tout cela était encore dans l'état chaotique originaire, quoique les institutions y fussent, mais elles ne faisaient que donner tous les jours des occasions de plaintes et d'ennuis.

Il survint encore une très mauvaise récolte de blé (au commencement de l'année 1895) et un autre administrateur dans la personne d'un ancien étudiant en droit, jeune homme parisien de 22 ans, récemment venu des boulevards, frère d'un ami intime du directeur Cazès. C'était le comble de la méconnaissance, même du mépris du sérieux de la situation de la colonie, que les directeurs ont démontré par la nomination de ce monsieur-là à l'emploi d'un administrateur. Car c'est ce qu'il a été de fait et dont la colonie avait encore besoin, et pas un simple agent de la direction, comme celle-ci se figurait dans sa complète ignorance du vrai état des choses à la colonie. Car il y avait encore, comme nous verrons bientôt, des questions vitales à résoudre entre l'administration et les colons, et cela dut se faire à présent par l'intervention d'un adolescent, qui n'avait aucune expérience dans des affaires semblables et qui pouvait à peine s'entendre avec les colons (qu'il considérait comme une „sale race“!).

La mauvaise récolte — causée par une gelée juste à l'époque de fleuraison du froment — plongea la plupart des colons dans la dernière indigence. Les subsides étaient déjà réduits ou supprimés tout-à-fait par M. Hayem sans aucune considération ni connaissance de cause. Il y avait par conséquence de vrais meurt-de-faim parmi les colons. Figurez-vous ces hommes, éprouvés par toutes les misères de la vie, pères de nombreuses familles, abandonnés à la discrétion d'un homme, en qui ils ne pouvaient avoir la moindre confiance et qui les traitait encore avec plus de mépris que tous ses prédécesseurs. Hâtons-nous d'en rapporter un acte administratif, qui suffira seul pour le caractériser.

La récolte de 1895, quelque réduite qu'elle fût par la

gelée, allait toujours donner près de 35 milles fanegas (à cent kilos) de blé pour toute la colonie. Le battage devait donc coûter de 30 à 32 milles pesos. Or, l'administration disposant d'un nombre suffisant de batteuses, les colons proposèrent de les louer, afin de faire le battage eux-mêmes, comme ils l'avaient déjà fait une fois du temps du colonel, ce qui aurait donné une bonne chance de se gagner quelques piastres à tous ceux qui n'avaient point de récolte. A cet effet l'administration aurait dû naturellement entrer en négociation avec l'ancienne ou une nouvelle représentation des colons. Cela fut refusé par le principe que nous connaissons déjà. Elle procéda en autocrate et indépendante et donna tout le battage en entreprise à un marchand français, ami de l'administrateur, sous le prétexte que les colons, étant entrepreneurs du battage, pourraient se préjudicier entre eux, et qu'ils n'offraient pas assez de garantie pour la rente des machines. (Nous verrons bientôt ce qu'a payé pour les machines l'autre entrepreneur). Les colons eurent beau réclamer auprès de la direction, ils partirent avec le même résultat que toujours, c'est-à-dire avec la conviction que leur opinion ne valait rien du tout contre les rapports du moins expert employé. Ils se bornèrent alors à la demande d'obliger l'entrepreneur par une clause du contrat de n'employer que des colons comme journaliers et de ne pas travailler le jour de samedi. C'était raisonnable et juste, parce qu'il ne s'agissait que de faire gagner les pauvres Israélites par le travail le plus dur de l'agriculture américaine, ce que l'entrepreneur allait payer de la poche-même des colons à une armée d'ouvriers étrangers et de Gauchos, qui déjà par leur séjour étaient une grande calamité pour la colonie. L'entrepreneur, il est vrai, n'aimait pas beaucoup l'Israélite comme ouvrier, mais comme il était extrêmement avide d'entrer en relations de commerce avec la J. C. A. et qu'il était pauvre comme un rat (il n'a pas payé un liard de rente pour les batteuses et s'est sauvé de la colonie avec plusieurs milliers de piastres, qu'il devait à ses mécaniciens), il aurait accepté n'importe quelle condition, si l'administrateur avait fait le moindre effort de l'y engager, au lieu d'être le premier à confirmer la mauvaise opinion, que

ce monsieur avait des colons. De cette façon la demande de ceux-ci, d'être les seuls ouvriers du battage, ne fut pas prise en considération, quoiqu'on eût l'hypocrisie ou — c'est le meilleur terme — le cynisme de leur offrir des places, s'ils consentaient à travailler le samedi, ce que ne fut accepté que par quatre ou cinq individus. Les ouvriers étrangers ont prouvé par leurs fréquentes désertions et chômages irréguliers qu'un jour chômable régulier par semaine n'aurait pas beaucoup dérangé la besogne non plus. Malheureusement ce n'était pas l'unique preuve, que les colons avaient raison avec leurs demandes et propositions, et que l'administration avait grand tort de leur refuser constamment tous les droits d'intervention dans les affaires générales de la colonie.

La même récolte a donné une autre occasion pour constater ce triste fait. Il était question du transport du blé de la colonie à la prochaine station du chemin de fer, distante de 16 kilomètres. Cela devait coûter 60 centavos par fanega ou même par sac, et les colons voulaient gagner ces frais de transport eux-mêmes, parce qu'ils avaient tous des chariots. Mais ils avaient encore une fois compté sans la sollicitude paternelle de leur administrateur. Longtemps avant qu'ils y aient pensé, il s'était déjà arrangé avec un entrepreneur basque de ses amis pour lui donner le transport de toute la récolte et le faire gagner une somme considérable. C'était — disait-il — afin de ménager les chariots et les animaux des colons, qu'il ne croyait d'ailleurs capables d'un tel travail. Mais, ce qui est arrivé, est que beaucoup de colons ont été engagés par ledit Basque pour cette besogne et — chose étrange! — ils s'acquittèrent de leur tâche aussi bien, que tout autre camionneur, sans tuer les animaux ni casser les voitures.

On dit chez nous (en Argentine) „Para muestra basta un boton“ (comme échantillon un seul bouton est suffisant). C'est ce que je pense concernant ces anecdotes pour servir de caractéristique du dernier administrateur de Mauricio, choisi par les directeurs, MM. Hirsch et Cazès. Je crois que les mêmes faits peuvent servir, tels quels, à caractériser ces derniers messieurs aussi, puisque c'est à eux que les colons de-

vaient en dernière ligne cet abandon. Que peut-on répondre à la question d'un pauvre diable, empêché effectivement de gagner son pain par les mesures absurdes d'une telle administration misérable, si ses directeurs sont payés trente milles francs par an et par tête pour abandonner les colonies au gré de n'importe quel chasseur de place et s'enfouir eux-mêmes dans la paperasserie des rapports et des rapports sur les rapports?

C'était l'avis naïf de colons, mais ces hommes simples se trompaient. Les directeurs — il est vrai — ne faisaient que paperasser et donner des ordres aux pédagogues inférieurs, mais c'était la vraie sagesse suprême qu'ils dévidaient là-bas sur les grands fauteuils du bureau général de Buenos Aires, loin de tout contact avec le paysan juif. Ce sont les grands pédagogues qui dirigent tout sans bouger de leur chaire, donc sans connaissances pratiques. Voici un exemple. Le contrat, que les colons attendaient depuis tant d'années, vint enfin tout fait du bureau central de Paris. Mais il y avait des conditions que les colons ne pouvaient accepter d'aucune façon. Ils s'effrayèrent surtout de celles, qui les soumettaient purement à la discrétion de l'administrateur local. C'était identique à la misère perpétuelle pour eux, vu les expériences qu'ils ont faites jusqu'alors. Ils décidèrent donc de ne pas signer le contrat dans cette forme et proposèrent des amendements, qui ne changeaient rien dans les choses essentielles et dans leurs devoirs vers la Société, mais qui suffisaient de leur garantir au moins une certaine défense contre les abus éventuels des employés locaux de la direction. Ils appuyèrent leurs objections par des arguments très simples et très logiques et faisaient voir à l'évidence qu'il ne s'agissait d'une pure obstination ou d'un dol; mais cela n'eut aucun effet: la direction insista sur la demande que les contrats fussent acceptés tel quels, en leur répétant toujours qu'ils devaient avoir pleine confiance en le baron de Hirsch. C'était simplement idiot, car les colons n'avaient pas affaire à ce grand homme, si loin d'eux, hélas!, mais à ses employés, parmi lesquels ils avaient déjà vu les voleurs les plus madrés et les plus parfaits crétins. Donc ils avaient complètement raison de ne pas

vouloir se rendre à discrétion entre les mains de n'importe quel agent, que la direction allait leur faire venir des écoles normales de l'Alliance Israélite Universelle. Et la preuve qu'ils avaient bien raison, est que M. Lapine a changé plus tard le texte du contrat presque littéralement d'après les amendements proposés par les colons, pas pour leur faire plaisir, mais parce qu'il était convaincu lui-même que c'était là la seule forme acceptable d'un document sérieux, fait à défendre les droits des deux parties contractantes. Il n'y avait que les pédagogues qui n'ont jamais voulu démordre de l'interprétation absurde du rapport des colons à la J. C. A., comme si ceux-là étaient des receveurs d'aumônes de celle-ci, et devaient par conséquence accepter tout ce qu'on leur donnait, sans oser proférer des désirs ou des conditions. C'est pourquoi ils n'appuyèrent non seulement pas les demandes des colons près de la direction de Paris, mais ils étaient aussi extrêmement indignés et fâchés de ce qu'ils refusaient pour le moment leurs signatures en attendant la réponse de là-bas. Et cette indignation magistrale a fait malheureusement de mauvaises et funestes conséquences pour les pauvres colons, elle leur a coûté la meilleure récolte de blé, qu'ils auraient pu avoir dès leur séjour aux champs de la Pampa. Car l'administration refusa par ordre de la direction la semence de froment pour 1896 à tous ceux, qui ne se déclarassent pas d'accord avec le contrat envoyé de Paris. Il faut dire ici que le document était rédigé en espagnol, qu'aucun colon n'était capable de le comprendre, et que ce n'était que par une interprétation fort imparfaite de l'administrateur, que ses secrets furent révélés au peuple. On ne voulut donner une copie à personne, jusqu'à ce qu'ils auraient déclaré préalablement qu'ils signeront. Il a fallu employer toute sorte de stratagèmes pour se procurer un exemplaire et en faire une traduction en hébreux, russe et judéo-allemand, afin que les pauvres gens sachent au moins exactement ce qu'ils devaient signer. Ils ne sont certes pas à blâmer pour avoir voulu savoir cela, ni pour avoir refusé leurs signatures à des conditions, qui ne leur paraissaient pas acceptables, puisqu'ils prenaient l'affaire au plus sérieux, comme de raison. C'était

la direction et l'administration qui en faisait presque une farce. Car elles se sont donnée le ridicule d'exiger aux colons, avant même que les contrats pussent être présentés prêts à signer, une déclaration par écrit qu'ils sont d'accord avec toutes les conditions, *qu'on leur fera* (!). Sans cette déclaration absurde personne ne devait obtenir ni semences ni subsides, quand même il était pourvu de lui en donner. La plupart des colons, qui avaient encore un reste d'estime de soi-même, refusèrent de signer ce chiffon-là, en préférant la misère noire à un pareil traitement. C'était la décision générale dans toutes les colonies d'Entre Rios et à Mauricio. Les représentants de toutes ces communautés se réunirent à Buenos Aires, pour obtenir de la direction au moins la semence, respectivement les moissonneuses (pour Entre-Rios), jusqu'à ce que Paris aura répondu à leur objections contre la première rédaction du contrat. Il s'agissait de ne pas perdre le temps de semailles, qui allait finir en quelques jours, comme les colons étaient ordinairement en arrière avec tous leurs travaux. Le résultat de ces insistances était pourtant nul, voire même fâcheux pour ces pauvres représentants, qui ont eu le courage et le désintéressement de prendre fait et cause pour leurs frères, en demandant par télégramme — qui leur a coûté les yeux de la tête — à Paris qu'on accorde la semence et un répit d'un mois pour la question des contrats. C'est probablement grâce aux rapports magistraux que le directoire central et le conseil administratif et même feu le baron avaient des idées tellement fausses sur cette représentation des colons, qu'ils prirent cette hardiesse d'eux pour une révolte contre le directoire de Buenos Aires et donnèrent l'ordre télégraphique de les chasser tous des colonies sur le champ. Heureusement que les lois éclairées de la République Argentine ne permettent pas qu'on procède d'un mode si barbare avec des colons. Outre les autorités du pays l'opinion publique aussi était-elle du côté des colons. Puisque quand le texte du contrat et plusieurs autres faits, arrivés dans les colonies de la J. C. A. eurent suinté à la publicité, plusieurs journaux argentins se mirent à plaider la cause des colons et ne ménagèrent pas la direction avec leur critique. Tout cela n'a pas contribué à



relever le prestige de l'immigration juive en Argentine, c'est regrettable, mais je trouve que la responsabilité en retombe plus tôt sur le directoire que sur les colons.

En attendant ceux-ci n'eurent pas de semence de blé pour la campagne de 1895/96, et leur fatalité le voulut que juste cette année-là fût la meilleure pour ce céréale que l'on se rappelât depuis une grande série d'ans dans la province de Buenos Aires. Exprimée en chiffres, la perte devait se monter à un demi-million de francs, mais ce n'est rien du tout encore en face des préjudices moraux, que cette fameuse affaire a causé à l'oeuvre de la colonisation, sans parler de la perte d'un temps précieux. Peut-on en vouloir aux colons d'être arrivés par suite de tels et pareils chefs-d'oeuvre de gestion magistrale à la conviction que le régime des pédagogues ne va les mener qu'à la ruine complète? Peut-on les blâmer d'avoir sollicité sans cesse par des articles dans les journaux de Russie et par des suppliques à Paris et à Saint-Pétersbourg et à tout le monde qu'on s'empresse d'envoyer aux colonies une autre commission d'enquête, comme celle du temps des Anglais, afin qu'on mette un terme à cet état désastreux des choses? Certes non, quand on considère la disposition de l'âme, que devait amener chez eux cette lutte continuelle contre toutes les mesures absurdes de l'administration, accompagnées en outre d'une quantité infinie de petites chicanes et bêtises, faites à exaspérer l'homme le plus endurant.

Tout ce que je viens de dire est vraiment si aggravant pour une direction d'une entreprise telle que la nôtre, que je ne serais point du tout étonné à entendre quelques lecteurs douter soit de la compétence, soit de l'impartialité, soit même de la véridicité de mon jugement. Cependant j'ai eu la chance et la triste satisfaction de voir mon jugement, qui était absolument le même lors de mon service chez la J. C. A., confirmé dans tous ses points par un homme beaucoup plus compétent que moi dans cette matière, chargé à propos par feu le baron de lui rendre compte de l'état des colonies sous la direction des professeurs français; c'était M. Lapine, un agronome russe pratique et théorique et homme de confiance.

Il a été à Mauricio à cet effet vers la fin de mars 1895, après y avoir fait la première visite déjà du temps du colonel. Il y resta (la seconde fois) une dizaine de jours en observant tout d'oeil d'expert, et quoique le résultat de son enquête ne pût point être douteux, personne ne sut à coup sûr de sa bouche ce qu'il pensait de et ce qu'il pouvait faire pour la gravité de la situation, en homme très-prudent et très réservé, qu'il est. Cette qualité, sans doute très-bonne d'ailleurs, a porté un peu de préjudice à la cause des colons dans ce cas-ci. Car auraient-ils su positivement sa mission, alors ils auraient repris l'espoir et la patience jusqu'à ce que la situation eût changé. Mais comme il ne révéla rien de ce qui se préparait à Paris, et comme toutes les choses se faisaient là-bas avec une lenteur extraordinaire et que plusieurs mois passèrent après le départ de M. Lapine, sans qu'on apprît ce que le conseil administratif avait décidé, et comme le calendrier agricole a la mauvaise habitude de marcher plus vite que les bureaucrates de toutes les nations, même de l'israélite, en créant et accumulant ainsi tous les jours de nouvelles questions d'importance dans une colonie, il ne pouvait pas manquer que les colons de la J. C. A., qui en avaient déjà plein le dos, devinrent de jour en jour plus inquiets et plus découragés. C'est pourquoi ils insistaient sur leur demande d'une commission d'enquête européenne mixte*), à laquelle ils pourraient parler franchement de toute l'affaire. C'est élémentaire que pour remplir cette condition les membres de cette commission ne devaient pas être d'employés-mêmes de la J. C. A. C'est au moins ce que tout le monde attendait avec raison.

Mais les malheureux colons n'ont fait que compter une fois de plus sans leur hôte. Quand cette commission, si longtemps attendue, arriva enfin (c'était vers la fin de l'année 1895) elle était composée — de MM. Sonnenfeld et Feinberg, l'un directeur du bureau central de la J. C. A. à Paris, l'autre secrétaire général du comité de la même à Pétersbourg. Cela a coûté pas mal de peine à les faire venir. M. Fein-

*) c.-à-d. composée de Français et de Russes.

berg, il est vrai, avait déjà prié à plusieurs reprises d'être autorisé pour un voyage en Argentine, parce qu'il recevait très-souvent de longues plaintes de la part de ces colons, qu'il avait lui-même élus, et parce que moi, étant une fois invité par lui à lui envoyer un rapport, je lui avait donné beaucoup de détails sur tous les principaux différends des colons avec la direction locale. Seulement les rapports de celle-ci au comité central de Paris étaient toujours si favorables et rien que couleur de rose, que feu le baron croyait l'envoi d'une commission d'enquête superflu. (Inutile de dire que les directeurs ne faisaient pas de semblables rapports par malhonnêteté, mais parce qu'il méconnaissaient effectivement la vraie situation des colonies). Ce n'était qu'après avoir entendu le rapport de M. Lapine, qu'on devint un peu sceptique à Paris et, après avoir renvoyé celui-ci en Argentine avec un pouvoir très-vaste d'organiser enfin les colonies en expert et connaisseur des colons, on résolut d'y envoyer encore ladite commission pour trancher les questions d'ordre général et plus élevé.

A leur arrivée MM. F. et S. (c'était près de trois mois après la rentrée de M. Lapine) trouvèrent l'affaire dans l'état suivant: La colonie Mauricio *) était presque complètement soustraite à l'influence magistrale de Buenos Aires et réorganisée suivant des principes raisonnables, équitables et pratiques. Cela sa rapporte surtout à la répartition des terres, au système de service des grands travaux agricoles (battage, transport du blé etc.), à la part que devaient prendre les représentants des colons dans l'administration des affaires générales et communales de la colonie, et à l'arrangement des questions „almacen“, „boucheries“, „écoles“ etc. Le texte du contrat avec les colons était — comme nous l'avons déjà indiqué plus haut — changé de sorte à satisfaire aux justes demandes des colons, et ceux-ci l'avaient aussi déjà signé depuis longtemps; le dernier reste de colons fainéants, malades ou malhonnêtes était renvoyé de la colonie après un arrangement à l'amiable; il y avait un moulin; les subsides n'existaient

*) La première que M. L. s'était mis à réorganiser.

plus du tout; les quelques veuves et orphelins étaient placés dans une position de pouvoir subsister sans embarrasser la commune; il y avait une caisse de secours aux pauvres soutenue par les colons-mêmes suivant un système très-pratique proposé par M. Lapine; le battage (c'en était juste l'époque) se faisait exclusivement par les colons-mêmes, sans devenir pour cela ni plus coûteux ni plus difficile; bref tout était enfin arrangé, tant que les affaires dépendaient du pouvoir et savoir humain; il ne manquait qu'une bonne récolte et une bonne conjoncture dans le marché des céréales. Malheureusement il n'y avait que peu de colons, qui avaient semé du froment, à cause des fameux contrats, la plupart n'avait que du maïs, céréale qui ne donnait presque aucun bénéfice cette année-là, de sorte que Mauricio n'était pas encore tout-à-fait échappé aux embarras. Tout de même il y régnait déjà la paix et l'ordre; les colons, quoique toujours méfiant de l'avenir, parce qu'ils savaient que la direction générale allait rester la même, avaient pourtant repris un peu de courage et ne purent raconter à leur compatriote M. Feinberg que ce qu'ils ont souffert avant l'arrivée de M. Lapine.

Ce n'était pas de même dans les colonies d'Entre-Rios. Là bas le régime du pédagogue turc n'avait pas encore fini et il y a eu par dessus le marché trois ans de suite, soit de par les sauterelles, soit de par le temps, des récoltes nulles. Ainsi la majorité des colons y étaient encore dans la dernière misère et au désespoir que MM. Sonnefeld et Feinberg prisent plus-tôt le parti des directeurs que le leur (en ce qu'ils ont eu raison), tous étaient désillusionnés et mécontents et l'atmosphère était chargée de malaise quand lesdits messieurs y arrivèrent. C'est surtout M. F., celui qui avait envoyé en Argentine les derniers 3—4 milliers de colons, qui fut reçu avec un flux de reproches et même d'injures. Déjà avant son entrée aux colonies d'Entre-Rios, immédiatement après son arrivée à Buenos-Aires, une députation de là-bas vint lui demander catégoriquement et sans condition aucune le rapatriement de leurs commettants (plus de cent familles de l'élite des colons), „afin de les délivrer du jong turc“, comme ils

disaient (j'y étais présent par hasard). M. F. en était désolé, mais il s'en fallait beaucoup qu'il pût réellement faire quelque chose pour rasseoir les esprits excités et inquiétés, et nous avons déjà vu ce qui est arrivé avec ces malheureux, qui ont insisté sur le rapatriement (v. page 10). Et il en seraient retourné en Russie beaucoup plus, si ce pays ne leur avait fermé ses frontières.

Pendant que MM. S. et F. étaient encore en Argentine, vint la triste nouvelle, qui navra le coeur de tout homme intéressé au bien de la nation juive: l'incomparable baron de Hirsch mourut. Ces messieurs durent alors retourner précipitamment en Europe (c'était au mois de mars 1896) et les affaires des colonies en restèrent là. Ce n'était qu'au commencement de l'année 1897 que M. Lapine put quitter la colonie Mauricio pour se vouer aux colons d'Entre-Rios. M. Hayem avança, pour ses grands services rendus à la colonisation juive, à la place de gérant de la J. C. A., c'est-à-dire qu'il est devenu le troisième directeur!

Nous voilà ainsi arrivé à l'époque la plus moderne de la colonisation juive en Argentine. Quelle entreprise épineuse que cette colonisation! Elle a eu besoin de six années d'essais, de plusieurs millions de dépenses inutiles, de cinq différents directeurs, pour arriver plus vite au discrédit général et complet, qu'à l'idée simple et petite qu'un agriculteur pratique et connaisseur des Juifs russes peut mieux faire des colonies avec ceux-ci que n'importe quel professeur, colonel ou pédagogue français, marocain ou turc.

Arrivé à la fin de ce mémoire, je me résume comme suit:

Les Juifs russes sont plus difficiles à coloniser que toute autre nationalité, il est vrai; mais, tout de même on peut arriver au bout avec eux aussi, en procédant avec grande précaution dans le choix des hommes à coloniser, et en leur donnant une direction très-capable et populaire, composée surtout d'hommes qui les connaissaient à fond et savent les traiter.

Les colonies de la J. C. A. en Argentine ont subi beaucoup de coups de forces majeures, il es vrai; mais ceux-ci ne sont pas la seule, ni même la principale cause de l'insuccès

et du discrédit, dans lequel elles sont tombées tant aux yeux du monde, qu'aux ceux des Juifs de Russie surtout. Ce n'est que la mauvaise entente, qui a régné dans la plupart du temps entre la direction et les colons, qui a amené d'abord le mécontentement de ceux-ci et de suite la mauvaise opinion que tout le monde a de cette entreprise, malgré les jolis rapports annuels de la J. C. A.

L'exiguïté des résultats matériels des colonies est due aussi en grande partie à la mauvaise administration locale, qui a duré la plupart du temps dès l'existence de ces colonies, surtout à leur début et dernièrement avant l'arrivée de M. Lapine.

Le directoire actuel n'est qu'un fardeau inutile pour les quelques colonies existentes, dont l'importance matérielle est hors de tout rapport avec la magnificence bureaucratique de ce directoire coûteux; et pour continuer l'oeuvre colonisatrice en grande échelle, suivant l'idée originaire de la J. C. A., il n'a ni la capacité ni le crédit, absolument nécessaire, dans les yeux des Juifs russes. —

— Je n'ai pas touché la question, si la colonisation juive doit être continuée en Argentine, ni tâché de donner, d'après mes vues et expériences, des idées générales sur la meilleure manière de coloniser les Juifs russes dans n'importe quel pays, parce que ces questions peuvent donner la matière pour un mémoire à part.

Il ne me reste, comme épilogue, qu'à donner la déclaration solennelle, que tout ce qui a été dit dans ce mémoire-ci n'a pas de pointe personnelle et qu'aucune offense n'a été en vue contre personne; puisque, comme employé, j'ai été traité de la façon la plus aimable par la direction et c'est moi qui a donné ma démission, sans y être poussé ni par la minime allusion. D'autre côté aussi j'ai cru ne pas devoir être indulgent dans mon jugement sur une affaire de l'importance de la J. C. A. Ici les personnes, quelles qu'elles soient, n'importent rien du tout, il n'y a que les objets qui s'offrent à notre critique. Il s'agit d'une affaire grandiose, et tous ceux qui ont connu les choses sur place et qui croient avoir une opinion impartiale, sont moralement tenus de la dire, afin que

le monde soit éclairé. A mon avis je suis aussi le seul, qui ait exprimé en cette extension les idées des colons, et personne ne dira — je l'espère — qu'ils ne sont pour rien dans cette entreprise. Maintenant que ceux, qui sont autorisés, se disent ce qui leur reste à faire pour réaliser les grandes idées d'une grande âme de la manière la plus appropriée.

... Das sind die Weisen,

Die durch Irrthum zur Wahrheit reisen;

Die beim Irrthum verharren,

Das sind die Narren.

(Rückert.)

